



la conversion des industries d'armement

ou comment
réaliser la prophétie
de l'épée
et de la charrue

Richard PETRIS



LES AMIS D'UNE ÉCOLE DE LA PAIX À GRENOBLE

DOSSIER
POUR
UN
DÉBAT

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Richard PETRIS

la conversion des industries d'armement

ou comment
réaliser la prophétie
de l'épée
et de la charrue



LES AMIS D'UNE ÉCOLE DE LA PAIX À GRENOBLE

La Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) est une : fondation de droit suisse, créée en 1982. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans sept domaines : avenir de la planète, promotion et rencontre des cultures, innovation et changement social, rapports entre Etat et Société, agricultures paysannes, lutte contre l'exclusion sociale, construction de la paix Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, propose un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages et des dossiers.

Le programme Avenir de la planète de la Fondation pour le Progrès de l'Homme cherche à mettre en oeuvre un travail patient, méthodique, de mise en synergie des expériences et des idées de toutes ces personnes, de tous ces groupes humains, de tous ces mouvements qui cherchent au sein de leurs cultures, de leurs traditions, de leurs contraintes institutionnelles, à penser et agir pour le monde de demain. Nous sommes persuadés que cette mise en mouvement ne saurait être coordonnée par un seul groupe, une seule institution. Dans cette perspective, le programme organise des rencontres et des recherches afin de valoriser les nombreux travaux et réflexions qui ont été élaborés sur des sujets cruciaux de notre époque et à mettre en avant des propositions pour ouvrir des voies nouvelles pour l'avenir de la planète au seuil du XXI^e siècle.

Les travaux de recherche du programme Avenir de la planète s'articulent autour de l'Appel à propositions sur les Douze travaux du groupe de Vézelay, lancé en juin 1990. Ces Douze travaux constituent un vaste ensemble thématique sur : (1) logiques sociales, économiques et politiques ; (2) systèmes des valeurs ; (3) analyses des systèmes complexes ; (4) modèles alternatifs de développement ; (5) reconversion de l'armement ; (6) technologies respectueuses de l'environnement ; (7) négociations et normes ; (8) financement, comptabilité et fiscalité ; (9) droit et responsabilité ; (10) politique ; (11) éducation ; (12) réseau d'échange d'expériences.

Le texte de Richard Pétris *La Conversion des industries d'armement* est une contribution au chapitre 5 des Douze travaux : reconversion de l'armement. L'association « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble » a pour objet de promouvoir la création d'une Ecole de la Paix qui soit « un espace d'échange, de recherche, d'enseignement et d'information du public, ouvert à tous, sur les conditions et les facteurs d'une évolution du monde vers la paix ». Richard Pétris, juriste de formation, en est l'animateur.

Copyright FPH 1993.
SÉRIE DOSSIERS POUR UN DÉBAT

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	3
PRESENTATION.....	4
ÉLÉMENTS POUR UNE STRATEGIE GLOBALE DE CONVERSION.....	6
RAPPORT DE SYNTHÈSE.....	10
FICHES DPH.....	44
SUR LE SENTIER DE LA... RECONVERSION BARCELONE- OXFORD-STRASBOURG	72
LE MANIFESTE D'OXFORD	77

PRESENTATION

La Fondation pour le Progrès de l'Homme et l'association. Les amis d'une école de paix à Grenoble se sont engagées dans une collaboration sur l'étude des processus de construction de la paix. Pour y parvenir, la reconversion des industries d'armement représente un enjeu important. C'est pourquoi nous avons voulu, en examinant des expériences concrètes, comprendre « comment cela pouvait marcher » !

Soulevant ainsi un coin du voile, nous avons rapidement réalisé que l'on ne pouvait envisager une opération de conversion en l'isolant de son contexte. Il fut donc nécessaire de recourir à des investigations complémentaires, à la fois sur les politiques industrielles et économiques concernées par la conversion et sur les logiques animant les principaux protagonistes – militaires et scientifiques, responsables d'entreprise et ouvriers – de ce qui constitue décidément l'un des défis majeurs de notre temps. Suppressions d'emplois, obstacles techniques, dilemmes stratégiques entraînent en effet une préoccupation croissante et la multiplication des réflexions et prises de position.

Pendant le seul mois de juin 1993, la participation à plusieurs rencontres et autres conférences internationales, aux « quatre coins de l'Europe », nous a donné la possibilité d'entendre des points de vue divers et de compléter nos observations.

De brèves fiches d'analyses résumant des travaux universitaires¹ ou faisant suite à des enquêtes de terrain, des comptes-rendus de missions et enfin, le « Manifeste pour une économie de paix », étayent le rapport réalisé pour la Fondation pour le progrès de l'homme et le Groupe de Vézelay. Rapport qui a permis de mettre en évidence des « éléments pour une stratégie globale de conversion ».

¹ **Jacques Fontanel**, professeur d'économie, directeur de l'Espace Europe à l'université Pierre Mendès-France de Grenoble. *La stratégie globale, industrielle, économique de la reconversion.*

– **Bernard Gerbier**, professeur d'économie à l'université Pierre Mendès-France de Grenoble. *La logique des ouvriers et des syndicats des industries d'armement.*

– **Bernard Reverdy**, ingénieur consultant, professeur associé à l'université Pierre Mendès-France de Grenoble. *La logique des scientifiques et des ingénieurs des industries d'armement.*

– **Pascal Vennesson**, maître de conférences en science politique, Paris. Synthèse critique de l'ouvrage de Donald MacKenzie : *Inventing Accuracy, a historical sociology of nuclear missile guidance.*

Cette analyse qui ne saurait prétendre à l'exhaustivité, reste ouverte à la critique. Elle atteindra son objectif si elle peut contribuer à l'indispensable débat d'idées entre toutes les parties concernées par un sujet qui, en dépit des apparences, mérite mieux que des raisonnements purement mécaniques ou manichéens.

ÉLÉMENTS POUR UNE STRATEGIE GLOBALE DE CONVERSION

**Pierre Calame
Richard Pétris**

Au terme de l'analyse qui nous a permis de mesurer les dimensions techniques, économiques et géostratégiques en même temps qu'humaines, des problèmes posés par la conversion, nous avons, fidèles à la vocation de la Fondation, délimité cinq champs d'action pour relever ce défi.

1. UN PLAN-PROGRAMME POUR LA CONVERSION

On imagine difficilement, aujourd'hui, que l'organisation d'un appareil de défense efficace puisse faire l'économie d'une planification. En France, depuis plus de trente ans, les lois de programmation militaire « *expriment les objectifs de la politique de défense en matière d'organisation et d'équipement des armées et constituent le cadre pluri-annuel indispensable à la conduite des programmes d'armement* ».

Les défis techniques, économiques, sociaux et humains, posés par la nécessaire conversion des équipements industriels et des hommes, dépassent largement le sort d'entités prises séparément, et concernent des économies locales et nationales toutes entières. Face à cela, des mesures improvisées ne peuvent constituer une politique cohérente.

Un plan-programme pour la conversion devrait être le premier instrument d'une politique publique d'investissement, indispensable pour orienter les choix de substitution.

2. UNE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT PLUS PACIFIQUE

Une « connivence » réelle relie la recherche scientifique et l'activité de défense. En France par exemple, les commandes militaires fournissent une part largement majoritaire des ressources externes des laboratoires universitaires et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Considérant « *qu'on n'arrête pas un fleuve, mais qu'on en détourne le cours* », il ne devrait pas paraître choquant de proposer une

orientation plus pacifique à la recherche-développement, au moyen notamment :

- de la création de comités d'éthique, nationaux et internationaux. Les sciences du vivant ont constitué le premier champ d'application d'un tel concept. Le domaine des oeuvres de guerre ne devrait pas y échapper !
- de la limitation des possibilités de vente des brevets « sensibles ».
- de l'incitation à concevoir des instruments d'alerte, voire à élaborer des stratégies de sécurité, à différents niveaux.

3. UNE SÉCURITÉ COLLECTIVE

La fin d'une ère d'affrontement idéologique, qui avait quasiment pris en otage la planète toute entière, a rendu obsolètes les stratégies et les « postures » de défense de la Guerre froide, mais n'a pas fait disparaître les besoins traditionnels de sécurité. Aux missions légitimes de protection de l'intégrité et de la souveraineté d'un pays, et de ses « intérêts vitaux », et à la vigilance que justifie la difficile recomposition à l'Est, doit s'ajouter la prise en compte des risques résultant de l'aggravation du déséquilibre Nord-Sud et des atteintes à l'environnement et au patrimoine universel.

Des concepts nouveaux sont apparus, dont il faut assurer la traduction en actes :

- la limitation des forces à un niveau de stricte suffisance,
- la prévention, la prévision et la gestion des crises,
- la sécurité globale, qui ne peut ignorer la nécessité d'une répartition plus équitable des richesses et rejoint le concept de développement durable.

Pour que soit construit un savoir-faire collectif en réponse au défi global de la conversion, des réseaux, nationaux et internationaux doivent être constitués pour échanger informations et expériences. Leurs premiers points d'appui seraient des « observatoires locaux » de la conversion.

La limitation du commerce mondial des armes doit, elle aussi, s'appuyer sur l'observation permanente et la diffusion d'informations au moyen de « registres », non seulement officiels mais également à l'initiative d'organisations privées. La recherche de la transparence de ce marché pourrait s'accompagner de la création d'une « fiscalité » qui viserait à le réglementer et le moraliser, mais aussi à financer des investissements de conversion.

4. DES GRANDS CHANTIERS

La diminution des budgets de défense et la restructuration des entreprises industrielles concernées s'effectuent dans un contexte de dépression économique qui ne permet pas de miser sur les seuls mécanismes du marché. Les ajustements se révèlent insuffisants lorsque les effectifs touchés sont importants et que, dans le même temps, la demande de « *socs de charrues* » n'est pas illimitée !

Une politique de grands chantiers s'impose. Elle associerait préoccupation pour l'emploi et réponses aux grands besoins d'équipement ou de réhabilitation de l'environnement.

La reconquête de territoires entiers par, notamment, la décontamination des sols et la reforestation, pourrait désigner les terrains de manoeuvre de forces armées à convertir. Dans le même temps, chercheurs et techniciens seraient sollicités pour faire face aux besoins d'éducation et aux défis du développement urbain.

Il est néanmoins prévisible que beaucoup ne trouveront pas la même satisfaction dans ce travail civil. Le lancement de grands projets « futuristes », au parfum d'aventure, pourrait leur offrir une gratification comparable à celle que leur apportait la participation aux questions de défense.

5. ÉDUCATION ET FORMATION POUR LA PAIX

Le défi de la conversion met en évidence la nécessaire transformation des mentalités. A la conception plutôt « punitive » de la défense qui les a marquées de longue date, devrait se substituer une conception plus « préventive » de la sécurité. Une éducation à la paix, osant dire son nom, doit se développer. Elle contribuera à l'évolution des comportements et permettra l'élaboration et la diffusion d'un an de la construction de la paix, là où celui de la guerre a toujours profité de la plus grande attention des appareils.

Cette éducation s'appuiera sur un travail de recherche spécialisé. La diffusion d'une information spécifique, couplée à la constitution des réseaux évoqués plus haut, constitue la condition nécessaire à la sensibilisation des publics et des responsables, tout particulièrement en cette période cruciale où s'imposent réflexions et débats stratégiques.

Pour être efficaces, ces recherches sur la paix doivent se traduire en conclusions opérationnelles, voire déboucher sur des propositions « normatives », et participer à la formation de véritables professionnels de la construction et de la conduite de la paix. Ceci pourrait donner corps à l'idée de « brigades internationales de la paix » dont l'évolution même atteste d'une recherche de progrès dans l'histoire de l'humanité.

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Richard Pétris

*« De leurs épées ils forgeront des socs,
et de leurs lances des serpes »*

Isaïe

De « leurs épées », ils n'ont pas encore fait des « socs de charrue », mais il n'est pas douteux qu'une profonde mutation est en cours : le désarmement constitue une donnée nouvelle et incontournable de cette fin de XX^e siècle.

Par une succession de propos récents, François Léotard, ministre français de la Défense, atteste la réalité et la difficulté de cette situation. Il déclarait au journal *Le Monde*, le 13 mai 1993 : « *Toutes les grandes puissances, tous les pays européens – sans aucune exception – procèdent aujourd'hui à une réduction de leur effort militaire. C'est le signe d'un monde qui s'organise autrement* » ; à l'Institut des Hautes études de défense nationale, le 15 mai 1993 : « *La France ferait une grave erreur en sacrifiant ses crédits militaires* » ; devant les auditeurs du Centre des hautes études de l'armement, le 8 juin 1993 : « *Les entreprises du secteur de la Défense – en particulier, les entreprises publiques – doivent faire preuve d'initiative, d'imagination, d'ouverture d'esprit et d'une volonté d'innovation sociale pour limiter les conséquences sur l'emploi des nécessaires adaptations de l'outil industriel* ».

En termes monétaire – et ce malgré la grande difficulté à comparer et à agréger les dépenses militaires nationales – les chiffres fournis par les principaux instituts ou associations spécialisées comme l'International Peace Research Institute de Stockholm (SIPRI), l'International Institute for Strategic Studies de Londres (IISS) ou le United States Arms Control and Disarmament Agency de Washington (USACDA) confortent cette hypothèse. Les dépenses militaires mondiales sont passées de près de 1 000 milliards de dollars en 1989, à 950 milliards en 1990, et maintenant probablement à moins de 900 milliards. La Brookings Institution prévoit même pour les Etats-Unis une réduction de l'ordre de 50 % d'ici à l'an 2000. En France, selon le président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, vice-président du Conseil général de l'armement, Henri Martre, dans un article consacré aux « perspectives floues » des industries d'armement et publié par la revue *Défense nationale* du mois de mai, les

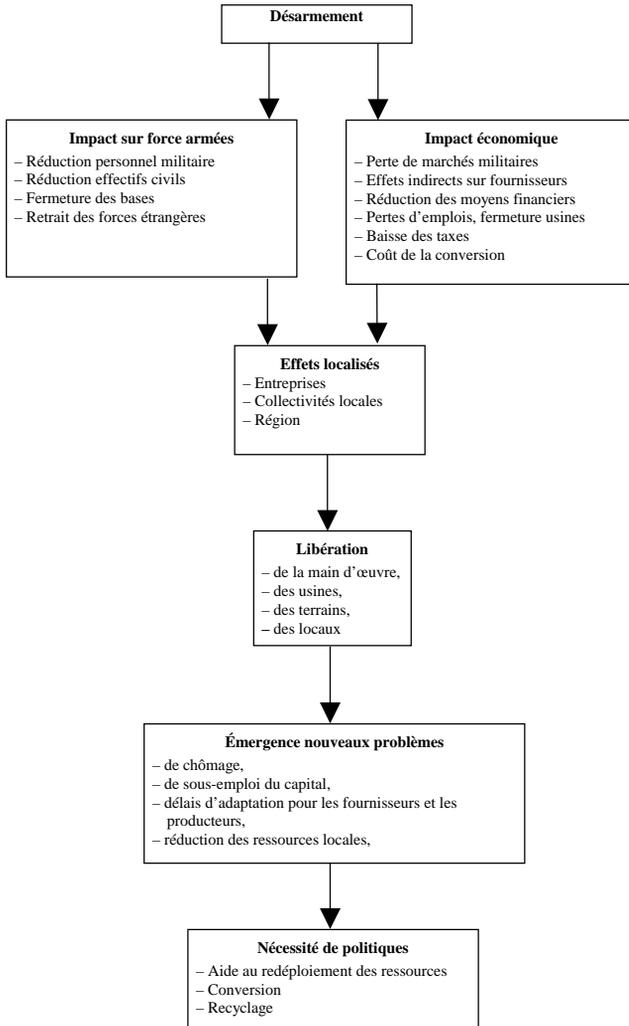
suppressions d'emploi liées au déclin des activités de l'armement toucheraient, d'ici à 1995, environ 29 % des travailleurs de la branche.

En outre, les formes de défense risquent de changer rapidement. Les responsables et les planificateurs militaires ont déjà réorienté leurs énergies vers le développement de moyens nouveaux, pour le renforcement du renseignement stratégique notamment c'est le cas, en France, avec l'accent mis sur les satellites, et la constitution de forces d'intervention rapide aux armements plus légers et plus faciles à déplacer. Les cartes des stratégies militaires mondiales vont être redistribuées avec la fin de l'affrontement Est-Ouest, la nécessaire conversion et transition des pays de l'ancienne Union soviétique et l'obligation pour l'Allemagne et le Japon de s'impliquer à l'avenir plus fortement dans les efforts collectifs de défense. Ces mutations, qui font une large place aux progrès de la « high tech », ne parviennent pas à entraîner une baisse des coûts et donc à « tirer » rapidement les « dividendes de la paix » tant attendus. Par contre, elles se traduisent par une réduction du volume des armées et une profonde restructuration de pans entiers des économies des pays concernés.

On voit déjà des débats se développer entre ceux qui attendent de la réduction de l'effort militaire mondial une manne favorable au développement économique et à la satisfaction des besoins essentiels et ceux qui analysent le désarmement comme un double facteur de régression économique et d'émergence de nouvelles menaces à l'encontre des pays occidentaux développés. Quelles que soient ses formes – destruction de stocks militaires, limitation, voire élimination de certaines armes particulières, réduction des dépenses militaires – le désarmement conduit à modifier en profondeur les conditions de fonctionnement des économies nationales.

Tous les scénarios prévoient des pertes d'emplois substantielles qui frapperont les travailleurs et les régions. Il s'agit d'un défi économique majeur qui touche de plus en plus l'opinion. La reconversion – terminologie à laquelle on devra rapidement, pour des raisons qui ne sont pas uniquement de forme comme nous le verrons plus loin, préférer celle de conversion – devient une procédure obligatoire, imposée par les nécessités économiques et

LES IMPACTS DU DÉSARMEMENT



souhaitée par une opinion publique qui désire la paix et la satisfaction minimale des besoins essentiels de la vie quotidienne.

Si la (re)conversion est largement définie comme une ré-allocation de ressources du secteur militaire vers des utilisations civiles, on en rencontre deux conceptions complémentaires :

– Au sens étroit, l'approche micro-économique signifie la transformation d'unités de production d'armement en usines fabriquant des biens civils ; ce qui suppose une substitution des produits militaires en faveur des produits civils, sur le même site et avec la même main d'oeuvre et les mêmes équipements.

– Au sens plus large, il s'agit du redéploiement des ressources consacrées par les forces armées à des secteurs civils ou au développement de régions et de zones défavorisées. C'est un processus continu dans toute économie dynamique et son succès dépend du fonctionnement correct du marché du travail, du capital et de l'ensemble de l'économie. La conversion implique la création de nouveaux marchés et de nouveaux produits à objectifs civils ou répondant à des besoins sociaux.

Dans ces conditions, on comprendra aisément que la conversion implique un changement général des priorités. Ses objectifs politiques ne sont pas les moindres. Pour l'homme politique, le mot clé est désarmement. Il insiste surtout sur le processus de prise de décision politique qui ne peut négliger l'analyse stratégique. La nature de la guerre est alors posée. Si elle est éliminable, alors le désarmement est un facteur durable. Si, en revanche, les guerres demeurent une constante de l'histoire de l'humanité, la réduction des dépenses militaires ne constitue qu'un processus transitoire. Les implications technologiques et économiques de ces interrogations politico-stratégiques sont évidentes. « *Où sont les dividendes de la paix ?* », nous demandera un industriel de l'armement. Convaincu de la nécessité de tenir compte des bouleversements survenus ces dernières années dans le paysage géostratégique, et de réorienter ses activités, c'est en chef d'entreprise avisé qu'il s'exprime. Mais d'une entreprise dont la politique est nécessairement liée à celle de l'État ! L'analyse d'une opération, ou d'un processus, de conversion, conduit inévitablement à la prise en compte de trois dimensions, technologique, économique et politique, fondamentales et particulièrement imbriquées.

I. LA CONVERSION AUJOURD'HUI, DES AJUSTEMENTS NECESSAIRES MAIS NON SUFFISANTS

La conversion aujourd'hui peut être étudiée à la fois à partir des expériences concrètes, que l'on analysera elles-mêmes selon des critères de période, d'objet et de pays, et des difficultés rencontrées à chacune de ses étapes.

1. LES EXPÉRIENCES CONCRÈTES

a/ Selon les périodes, on peut distinguer la conversion de la reconversion. Avant la dernière guerre mondiale, la course aux armements en temps de paix ne possédait pas la même ampleur que celle qui s'est déroulée pendant la Guerre froide. Lorsqu'un conflit s'annonçait, le secteur militaire utilisait tout le potentiel technologique et économique de l'industrie civile pour la production d'armes. En d'autres termes, le secteur productif civil se mettait partiellement au service des besoins militaires. Lorsque la guerre était terminée, on réorientait la production vers les biens civils d'origine. Il s'agissait donc bien d'une reconversion. Par contre, depuis 1950, les grandes puissances ont développé des industries militaires spécifiques qui n'ont jamais eu pour fonction de produire des biens civils. Dès l'origine, cette production s'est adressée au secteur militaire et tous les matériels, les infrastructures, les personnels ont été formés selon une culture différente de celle du marché civil : primauté à la technologie, contraintes plus faibles en terme de coûts, concurrence limitée aux choix politico-économico-stratégiques de l'Etat dans la définition de ses besoins de défense, marché de type monopole bilatéral, secret des informations, production en faible quantité. Dans ces conditions, la conversion est assurément une étape bien plus difficile à franchir que la reconversion.

Après la deuxième guerre mondiale qui a définitivement tiré les Etats-Unis de la grande dépression de 1930, les dépenses militaires américaines et européennes se sont trouvées réduites de manière drastique. Mais les problèmes d'emplois n'ont pas été importants. D'une part, les femmes sont retournées dans leurs foyers, d'autre part, la technologie militaire était proche de la technologie civile, mais surtout, aux Etats-Unis, le Congrès et le gouvernement engagèrent la nation dans une politique de plein emploi. Elle comprenait notamment la fameuse GI Bill qui accordait une aide

financière aux militaires, démobilisés pour qu'ils puissent suivre une formation et soutenait ainsi la consommation. Après la guerre de Corée, l'exemple le plus remarquable de développement d'une activité commerciale, là où l'entreprise était très dépendante de la défense, fut donné dans l'aéronautique par Boeing Aircraft. Au début des années cinquante, la société engagea une part significative de ses capacités administratives, d'ingénierie et de production dans la construction d'appareils à réaction pour le transport de passagers et de marchandise, investissement à long terme dans un marché prometteur et dont on sait ce qu'il est devenu !

En revanche, la fin de la guerre du Viet Nam a eu un sévère impact sur l'économie des Etats-Unis, notamment avec l'annulation de quelques programmes majeurs qui contraignit de nombreuses entreprises travaillant avec l'armée à explorer les potentialités du marché dans le domaine du transport de masse et des énergies alternatives. Entre 1968 et 1976, les emplois militaires sont passés de 3,2 millions à 1,7. L'économie américaine a souffert, mais elle a bien résisté à cette nouvelle donne stratégique... même si, assez rapidement, les Etats-Unis se sont lancés dans une nouvelle course aux armements.

Si, historiquement, nous possédons une bonne expérience de la reconversion, nos informations sur la conversion restent faibles et assez peu exemplaires.

b/ Les expériences concrètes de conversion peuvent être analysées également **selon leur objet**. On observera quelles sont les réponses des entreprises confrontées à la réduction des budgets militaires, puis quelles formes peuvent prendre la diversification et la conversion.

- On relève principalement six réponses des entreprises :
 - le développement des exportations d'armes. Actuellement, on note un accroissement considérable de l'offre, à des prix très bas.
 - la restructuration. Retenue par de nombreuses entreprises, elle implique de réduire le volume de la production par la mise à pied des salariés, la vente ou la fermeture d'usines. Elle s'accompagne d'une grande vague de concentration, L'achat de la division « défense » de Philips par Thomson CSF ou celui de MBR par Daimler, de Plessey par GEC en fournissent des exemples éclairants.
 - la spécialisation qui conduit à resserrer l'éventail des produits fabriqués, à identifier des niches à l'abri des coupures budgétaires ou

des créneaux à forts potentiels de profits. Cette démarche, utilisée par les petites et moyennes entreprises, ne va pas sans licenciement et fermeture de sites.

- le développement de technologies génériques, susceptibles de donner lieu à des applications civiles. Il suppose la recherche d'une « dualité » civile des produits militaires, notamment en termes de coûts et de marché.

- la diversification. Multiple (militaire-civil, militaire-militaire), cette approche a souvent abouti à des échecs. Elle n'en conserve pas moins un intérêt certain à moyen et long termes.

- la conversion fondée sur le transfert d'activité du militaire vers le civil. Elle pose de nombreux problèmes culturels et économiques. En effet, ni le management, ni la recherche-développement, ni même les infrastructures ne correspondent aux impératifs commerciaux et technologiques des produits civils.

- **La diversification** implique un accroissement dans l'hétérogénéité des marchés développés par les firmes militaires individuelles. Elle réduit l'importance du secteur militaire dans l'activité de l'entreprise, alors que la conversion conduit à l'élimination progressive du militaire. La diversification peut être réalisée par l'acquisition et/ou le désinvestissement, sans essai d'utilisation du capital et des actifs humains disponibles. Cependant, il y a peu d'entreprises capables de développer des technologies duales, car les militaires fonctionnent souvent à la frontière de ce qui est possible, alors que le secteur civil se préoccupe d'abord du profit. On peut distinguer six politiques de diversification :

- la diversification de marché. Elle consiste à rechercher des débouchés civils à des produits militaires et favorise le développement de technologies duales, répondant à la fois aux besoins civils et militaires. Elle engendre une réorganisation, une spécialisation des maîtres d'oeuvre et une plus profonde intégration des sous-traitants dans le processus de production. Souvent, cette stratégie échoue, tant les coûts proposés s'avèrent élevés au regard des critères commerciaux. Certaines entreprises la pratiquent pourtant avec succès. Ainsi, la Sagem occupe la huitième place dans l'industrie de la défense en France parce qu'elle a su éviter la dispersion de ses ressources en sélectionnant quelques créneaux prometteurs, en s'assurant des débouchés et en multipliant les accords de partenariat de manière à limiter et à partager les coûts de développement.

– la diversification géographique qui permet des relocalisations. Ainsi, l'Aérospatiale a acquis des installations aux Etats-Unis afin d'accéder plus aisément aux contrats américains. Cette stratégie n'est pas toujours efficace dans le cadre d'un marché en baisse, surtout lorsque jouent encore les critères de préférence nationale.

– la diversification de portefeuille qui repose sur des opérations financières d'achats et de ventes d'entreprises. Les grandes firmes d'armement sont souvent contrôlées par de puissants conglomérats financiers. Cette diversification permet d'assurer la survie des grandes superstructures financières, mais elle n'offre aucune garantie de non fermeture des entreprises elles-mêmes. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, Général Dynamics a été remarquée pour ses performances boursières... que certains experts ont attribuées à « *l'habileté de ses dirigeants à dépecer une société* » !

– la diversification de la production. Elle s'adresse aux unités de production et se rapproche de la conversion. Elle recherche des solutions à l'emploi et à la stabilisation des économies locales.

– la réduction des activités de l'entreprise. Ce n'est pas une stratégie de protection sauf lorsque les activités restent militaires. Elle rend l'entreprise plus vulnérable à de nouvelles réductions des dépenses, érodant encore ses bases technologiques.

– la diversification externe qui conduit à l'acquisition ou à des accords stables et durables avec d'autres firmes. Très utilisée, elle permet la diversification par des alliances stratégiques entre les fournisseurs, les consommateurs et l'Etat. Cependant, cette action, souvent suscitée par l'Etat, peut n'être que temporaire ou limitée.

• **La conversion proprement dite** suppose de répondre à une question préalable : veut-on maintenir, développer ou diminuer l'activité de l'entreprise, avec en toile de fond la volonté de préserver l'emploi ? Il faut distinguer alors conversion et politiques d'ajustement ou politiques industrielles, qui s'attachent à la mise en valeur des capacités d'une communauté donnée. La conversion fait appel à la réutilisation d'une ancienne installation militaire afin de la transformer en un atelier de production civile. Or, avec la domination de l'idéologie du « laissez-faire » et la disparition de l'idée de la planification, le processus de conversion s'individualise alors même qu'il devrait constituer un enjeu national faisant intervenir les différentes parties concernées. Idéalement, il est préférable de convertir les armes en faveur de biens socialement

utiles, avec, aujourd'hui, une nouvelle préoccupation environnementaliste. On peut distinguer trois types de conversion :

– la conversion par commande de l'Etat dans un contexte planifié. Elle n'a pas démontré son efficacité, notamment en Russie. Cependant, les efforts publics engagés n'ont pas encore été suffisamment significatifs pour permettre de rejeter cette procédure.

– la conversion par diffusion qui est la règle des économies de marché. C'est aux entreprises individuelles de définir des stratégies de conversion, soit par une diversification planifiée, soit en renforçant les activités civiles.

– la conversion par la communauté (collectivité locale, syndicats, organisations et mouvements pour le désarmement et la paix, etc...). Elle n'a pas toujours réussi à maintenir les travailleurs sur le site. Cependant, aux Etats-Unis, c'est bien au niveau des Etats (Californie, Massachussets, Minnesota, Missouri, etc.) qu'on trouve les tentatives les plus sérieuses conjuguant les efforts de différentes institutions locales, pour amortir les effets des restructurations.

– Dans l'ensemble, les conversions les plus réussies ont été décidées par la direction des entreprises, tandis que les efforts des syndicats dans ce sens sont peu probants. Mais les résultats industriels de la conversion restent globalement décevants.

c/ Selon les pays, les réponses sont fort diverses, compte-tenu de leurs situations économiques et militaires.

- **La Russie** possède une économie bouleversée par l'échec idéologique, économique et stratégique du socialisme. Obligée de passer d'une économie planifiée à une économie de marché, elle supporte à la fois la charge de la conversion et celle de la transition. Ce qui rend d'autant plus complexe l'analyse de ses progrès ou de ses échecs. Au plus fort de la Guerre froide, les dépenses militaires représentaient plus de 20 % du produit national brut soviétique contre seulement 6 à 8 % pour les Etats-Unis. Pur système de commandes étatiques sous Staline, obéissant avec foi et ferveur aux ordres des leaders politiques, l'économie soviétique est au fil du temps devenue un système « centralement planifié » en théorie, mais de fait géré par un petit nombre de lobbies rivaux de l'industrie lourde, en compétition pour les ressources rares du capital et de la technologie. Sous l'impulsion de Gorbatchev se sont engagés des projets concrets de conversion. Mais la production des biens civils s'est révélée de mauvaise qualité et d'un coût outrageusement élevé. Avec la désintégration de l'Union soviétique et la disparition de la planification et de la gestion centrale de l'économie, les

dépenses militaires ont été drastiquement réduites, les commandes des matériels militaires se sont effondrées et les usines de défense se sont trouvées soudainement abandonnées à elles-mêmes, sans consommateurs réguliers et sans un protecteur puissant. Le complexe militaro-industriel a alors cessé d'exister comme système étroitement contrôlé, bien organisé et privilégié. Mais de nombreuses barrières à la conversion subsistent encore : absence de financement, insuffisance technologique, processus de privatisation, problèmes structurels de l'industrie de défense, absence de marché, faiblesse des réseaux et besoins nouveaux d'éducation. Certaines règles subsistent solidement comme le maintien de la base technologique du complexe militaro-industriel de la Russie, la recherche de la haute technologie ou la réorganisation usine par usine, firme par firme. L'issue de la conversion est étroitement liée au sort de l'industrie étatique. A ce jour, trois stratégies de conversion ont été engagées :

- la conversion par commande planifiée par la Commission militaro-industrielle, depuis janvier 1989. Il existe un plan depuis décembre 1990, mais il reste secret. Ce programme n'est pas suffisamment incitatif, notamment pour donner de nouvelles orientations à la production scientifique et aux potentiels technologiques du secteur militaire (moindre prestige social et insuffisance des rémunérations du secteur civil). Enfin, l'absence d'orientation par le marché à l'intérieur du complexe militaro-industriel a permis le renforcement d'une économie administrative peu encline à admettre la compétition. Ce programme, mal préparé par une Commission militaro-industrielle, aux faibles moyens financiers, peu ouverte à la concertation et soucieuse de défendre ses propres intérêts, se solde par un échec.

- la conversion avec l'assistance internationale et les *joint ventures*. Elle implique un appel au capital étranger mais les crédits occidentaux tardent à venir. Plusieurs facteurs justifient cette méfiance, notamment l'absence de devises de la partie soviétique pour compenser les dépenses des partenaires occidentaux, la faible expérience des relations économiques avec l'extérieur, l'instabilité des affaires, le manque de clarté sur les droits des brevets et la législation en général, et les relations avec le secret militaire.

- la conversion par la privatisation. Elle fait l'objet de nombreuses discussions. Mi-juin 1992, le ministère de l'Industrie russe établissait un plan selon lequel les entreprises appartenant au Département de l'industrie militaire et de la conversion et produisant moins de 30 % de biens militaires devaient être privatisées (sociétés

par actions) avant la fin 1992, les autres entreprises restant sous le contrôle sévère de l'État, notamment pour la production des armes stratégiques. Pour l'instant, compte tenu de la situation politique en Russie, ces réformes n'ont pas encore vraiment été mises en oeuvre. La conversion autoritaire est maintenant remplacée par la conversion par projets.

• **Aux États-unis**, toutes les commissions tant officielles que non gouvernementales qui s'intéressent à la conversion posent trois questions importantes :

– La préparation à la conversion a-t-elle été engagée avant même le début du processus de désarmement ? Cette préparation se fait-elle avec la participation des travailleurs ?

– Maintient-on une proportion substantielle des ressources humaines et capitalistiques des entreprises en voie de conversion dans le nouveau projet ?

– Les firmes sont-elles capables d'établir une nouvelle position compétitive sur les marchés civils ?

– Les échecs s'expliquent principalement par le retard de la préparation à la conversion, l'insuffisance des investissements commerciaux et la faiblesse des nouvelles positions compétitives. Par ailleurs, l'économie de marché ne peut fonctionner seule dans le domaine militaire car le réseau, l'*Iron Triangle*, constitué par le Pentagone, les firmes de défense et le Congrès, exerce une influence déterminante sur les choix publics de défense. L'interaction entre l'industrie et le gouvernement ne se fait pas uniquement sur la définition de nouveaux systèmes d'armes, mais aussi sur la base des intérêts des firmes elles-mêmes.

– Actuellement, les stratégies de conversion des entreprises d'armement américaines restent limitées et se traduisent surtout par des restructurations « opportunistes » et par le développement des applications de technologies « duales ». En revanche, la conversion liée à la fermeture de bases militaires, exemple même de la conversion régionale, semble plus encourageante. De 1961 à 1986, sous l'impulsion du Comité d'ajustement économique du Département de la Défense (EAC), principale agence gouvernementale financée par le Congrès, les collectivités locales ont pu remplacer 93 000 emplois liés à la défense par 138 000 emplois civils dans l'éducation, l'industrie et le fonctionnement des infrastructures (aéroports). Mais ce ne sont pas moins de 840 000 emplois qui ont été supprimés dans les industries de la défense depuis 1989. Pour accompagner la conversion du

complexe militaro-industriel, l'administration Clinton vient d'affecter près de 18 milliards de dollars sur les quatre prochaines années fiscales. Son plan comprend quatre volets :

- la formation professionnelle des militaires ou employés civils en passe d'être licenciés, pour faciliter notamment leur reclassement dans les services publics (enseignement, santé, police, etc.),

- l'incitation au développement de technologies utilisables à des fins civiles ou militaires. Les synergies entre sociétés privées et centres de recherche de l'Etat seront encouragées pour l'énergie renouvelable, la micro-électronique et les technologies informatiques de pointe.

- l'investissement pour la conversion de technologies militaires à des fins civiles (la moitié de l'effort financier lui sera consacrée).

- l'aide aux régions touchées par la fermeture de bases militaires afin de préserver leur tissu économique (60 % des commandes de l'armée sont en effet assurées par dix Etats).

- De plus, la création toute récente d'un poste de Secrétaire-adjoint à la défense chargé de superviser ces questions souligne l'intérêt qui leur est porté.

- **La France** dispose d'une industrie d'armement très puissante et compétitive sur les marchés internationaux. Les dépenses sont concentrées sur un petit nombre d'industries qui ne pourraient probablement pas vivre sans l'effort militaire (aéronautique, construction navale ou secteur de l'armement lui-même). Le chiffre d'affaires total de l'armement atteignait 120 milliards de francs en 1992 ; les exportations, sur le moyen terme, dépassent 35 % du chiffre d'affaires total. Le secteur militaire commande des matériels de haute technologie, les produits sont de qualité, fiables, et jouissent d'une bonne réputation. Les entreprises bénéficient d'un marché national captif et d'une bonne implantation dans les pays étrangers, malgré le développement de la concurrence. Cependant, les entreprises françaises d'armement se caractérisent par une faible mobilité régionale et sectorielle, une main d'oeuvre excessive par rapport aux concurrents étrangers et des marchés de plus en plus encombrés. Enfin, l'efficacité économique de la recherche-développement militaire est contestée pour trois raisons :

- D'une manière générale, et *a fortiori* en matière de recherche-développement, les choix d'investissements faits dans le domaine militaire se réalisent au détriment des besoins du secteur civile (effet d'éviction).

– On attend toujours la confirmation des retombées scientifiques de la recherche-développement militaire, susceptibles d'applications à faibles coûts dans l'industrie civile, tandis que le maintien du secret militaire interdit certaines divulgations technologiques.

– L'effet de traction de la demande (*demand-pull effect*) souligne le rôle du marché dans le développement de productions nouvelles. Mais on ne laissera pas les lois du marché jouer librement par crainte que la recherche-développement civile ne remplace pas la recherche-développement militaire et qu'il en résulte une crise majeure de l'innovation et de la haute technologie nationale.

– Pour l'instant, le processus de conversion n'a pas encore vraiment été engagé en France. Trois orientations sont concevables :

– une conversion de fait d'abord. Là où on comptait 310 000 emplois en 1982, n'en subsistaient que 251 000 en 1991. Cette évolution s'est faite à l'inverse de la loi de programmation 1984-88 qui prévoyait pour 1988 plus de 345 000 personnes. La production nationale d'armement s'inscrit dans une diminution durable des commandes. Toutes les entreprises d'armement licencient ou se préparent à licencier.

– une conversion rampante, qui n'est pas fondée sur des objectifs « pacifistes ». Les industriels souhaitent, compte-tenu de l'hypertrophie, de la non compétitivité et de certaines formes d'archaïsmes du secteur militaire, accompagner le mouvement pour obtenir au passage des aides à la conversion ou à la diversification. Cette conversion n'est pourtant pas planifiée, et ne peut apparaître comme définitive.

– une conversion sur fond de collaboration internationale, en vue de partager les coûts fixes, car la production autarcique des armes, onéreuse, présente un risque économique. L'Aérospatiale a adopté une stratégie de coopération européenne depuis de nombreuses années et ses programmes sont aujourd'hui presque tous européens. A l'évidence, cette coopération, en particulier, et ces restructurations passant par des alliances, des fusions, sont soumises à des décisions politiques qui lient l'industrie militaire à une politique de défense. Aujourd'hui, avec la construction européenne, c'est de l'élaboration d'une politique de défense européenne qu'il s'agit.

• **La Chine.** Entre 1978 et 1985, ses dépenses militaires sont passées de 12 à 5 % du PNB et les effectifs de l'armée ont été réduits de plus d'un million de soldats. Les entreprises militaires

produisaient 40 % de biens civils contre 70 % aujourd'hui. En accélérant la production de bicyclettes, de voitures, de matériels de fabrication textile, d'instruments médicaux, etc., 17 % des entreprises ont été entièrement reconverties et 73 % se sont diversifiées. Mais ces entreprises n'ont pas abandonné leur capacité militaire et pourraient y retourner rapidement. En outre, la diversification s'est accompagnée d'un accroissement des exportations d'armes. Passant de 2 % des ventes d'armes dans le monde en 1980 à 4 % en 1992, la Chine est entrée dans le clan des grands pays marchand d'armes.

2. LES EMBÛCHES SUR LA VOIE DE LA CONVERSION

Dans tous les pays producteurs d'armement, le processus de désarmement pose des problèmes économiques importants à court terme, qui ont aussi des incidences sur la situation sociale et politique nationale.

a/ Les difficultés technico-économiques. D'après la plupart des études économétriques, les dépenses militaires sont très peu productives, elles encouragent l'inflation, réduisent les investissements, sont responsables d'une grande partie des déficits gouvernementaux. Ainsi, pendant près de dix ans, sous les présidences de Reagan et Bush, l'Etat américain a bonifié la non-compétitivité de nombre d'entreprises pendant que s'effondrait le système social et l'infrastructure du pays. L'action en matière d'armement et d'industrie d'armement présente tous les attributs d'une politique industrielle, sans en avoir la finalité. L'Etat exerce un rôle fondamental sur la recherche-développement nationale et le complexe militaro-industriel se voit attribuer le leadership de secteurs industriels vitaux par la mise en place d'un système de valeurs fondé sur le monopole, la production de séries limitées, très complexes et très contraignantes, plutôt que la production de masse standardisée. L'application des normes militaires exagère les frais et le principe du *cost plus* induit une culture industrielle, spécifique, détachée de la contrainte du marché.

Le désarmement affecte, lui aussi, l'allocation des ressources de travail, de capital, de matières premières, d'industrie, de services, d'énergie et de gestion. Ses effets diffèrent dans le temps et dans l'espace. Dans les économies de marché, les coûts et le temps requis pour le processus d'ajustement dépendent de la qualité du fonctionnement des différents marchés. Lorsque les ajustements ne

peuvent s'effectuer par les seules lois du marché, l'intervention du gouvernement devient nécessaire. Les partisans de la conversion directe (« de l'épée aux charrues ») considèrent que des opportunités importantes dans le secteur civil n'ont pas été exploitées. Cependant, plusieurs réalités économiques bien connues des responsables d'entreprise peuvent tempérer leur argumentation. Il s'agit de la nature des produits et de leur délai de mise au point, des contraintes du marché et du prix des produits, de l'application limitée des technologies militaires dans le secteur civil, des importants coûts d'entrée dans toutes les branches industrielles en période de forte récession générale, du recyclage d'une main d'oeuvre rigide, chère, très qualifiée mais peu formée aux exigences commerciales, et enfin des coûts de transformation d'une culture industrielle dépendante de la politique gouvernementale de défense en une culture d'entreprise ordinaire.

De fait, les entreprises militaires connaissent mal les conditions institutionnelles régissant les nouveaux marchés. Ainsi, une firme qui s'essayait à la production d'appareils pour électrocardiogrammes, ne savait pas qu'il lui fallait une autorisation de mise en marché et n'a pas vérifié son prix qui était dix fois que celui de ses concurrents civils ! D'une manière générale, il leur est difficile de comprendre les attentes de consommateurs multiples, alors que leur action commerciale se limitait jusque-là à convaincre l'Etat, et éventuellement les autres Etats pour l'exportation.

Pour les firmes militaires spécialisées totalement dépendantes de la défense, la conversion directe s'avère techniquement difficile et coûteuse. Leurs installations industrielles, l'équipement, les gestionnaires et la force de travail ne peuvent être transférés au secteur civil, du moins à un coût raisonnable. Dans ces circonstances, il est probablement plus efficace de fermer l'installation industrielle et, s'il existe des acheteurs, de redévelopper le site pour d'autres activités (logements, centres commerciaux, etc.). Toutefois, à la différence des installations de fusées et des arsenaux de sous-marins, hautement spécialisés, certaines bases militaires pourront être, plus rapidement et de manière moins onéreuse, utilisées à des fins civiles (aéroports, logements, terrains de loisirs, etc.). Aux Etats-Unis, l'ancienne base de l'US Air Force de Kincheloe (Michigan) contient désormais un parc d'environ 7 500 hectares, une gare de chemin de fer, une usine électrique, un centre commercial, une installation de traitement des déchets, un golf, un aéroport et une prison. Le cas de l'ancienne base aérienne du Bourget du Lac, en France, transformée en sept ans en « parc

technologique », illustre également la relative facilité avec laquelle peut s'opérer ce type de conversion. En revanche, la situation actuelle de la Russie illustre la faible capacité des entreprises militaires à produire des biens civils lorsqu'elles ne bénéficient plus des priorités accordées par l'Etat sur la fourniture des consommations intermédiaires.

Enfin, même lorsque la conversion est techniquement et économiquement possible, l'ajustement prend du temps. Généralement, une période de plus de cinq ans s'avère nécessaire.

b/ Les difficultés sociales. En période normale, les dirigeants des entreprises militaires avaient besoin de connaître le détail des règles d'achats des forces armées, d'entretenir de bonnes relations avec les fonctionnaires responsables des marchés et, aux Etats-Unis, d'agir auprès des membres du Congrès (*lobbying*). Ces compétences perdent de leur efficacité dans le secteur civil concurrentiel où l'essentiel réside dans le choix d'une campagne de publicité, l'analyse de la concordance du produit avec la demande, la connaissance du coût de pénétration sur un marché et la capacité à diminuer les prix.

Les entreprises du secteur militaire, peu habituées aux contraintes de la production civile, dans son rythme et dans ses aléas, sont donc difficiles à convertir. Certains patrons ont préféré abandonner la partie. D'autres ont jugé plus efficace de diminuer les activités de défense et de transférer les individus ailleurs ou de les séparer, pour éviter les revendications catégorielles. Les personnels les plus qualifiés sont aussi les plus difficiles à ré-orienter et à ré-employer à niveau équivalent dans le secteur civil. Les ingénieurs militaires connaissent peu les contraintes commerciales. En France, sélectionnés à la sortie des « grandes écoles », ils ont permis à l'Etat de mener à bien des programmes scientifiques, technologiques et industriels ambitieux. Le corps de l'armement a certainement été un élément de cohésion et de performance du « mésosystème de l'armement » (F. Chesnais). Ses ingénieurs, se considérant comme investis d'une mission, ont développé un outil performant pour la remplir. D'une manière générale, les scientifiques et techniciens d'un secteur auquel sont attachés le secret, le prestige et un travail technologique intense – plus encore qu'un haut niveau de salaire – voient la technologie civile comme dégradante et réductrice de qualification.

Pour les ouvriers, il en va parfois de même. Ils peuvent se sentir membre d'une sorte « d'aristocratie ouvrière » surtout lorsqu'ils sont très qualifiés dans leur spécialité et qu'ils bénéficient de statuts particulièrement favorables. Chez GIAT-Industries, par exemple, la durée annuelle du travail se limite à 1 350 heures, soit près de 75 % de la durée normale. Dans ces conditions, la dégradation très rapide de l'emploi dans certains secteurs de l'industrie d'armement fait passer au second rang les préoccupations en matière de conversion, reconversion, diversification,... A l'arsenal de Brest où est construit le porte-avions nucléaire *Charles de Gaulle*, comme à Groton dans le Connecticut (Etats-Unis), chantier du futur sous-marin *Seawolf*, la priorité pour les ouvriers et les syndicats est à la défense de l'emploi. Plus fondamentalement, la récession économique rend peu crédibles les projets de diversification, et les syndicats s'interrogent sur l'opportunité d'une conversion vers des productions civiles qui connaissent elles-mêmes des difficultés commerciales.

Des régions entières ont dû leur expansion à celle du complexe militaro-industriel et la nécessaire reconversion de ses activités débouche aujourd'hui sur une crise sociale profonde qui peut conduire à des situations explosives. Aux Etats-Unis, la Californie du sud est particulièrement affectée par les réductions des dépenses militaires. En témoignent les graves émeutes de Los Angeles en mai 1992, dans lesquelles certains ont vu des répercussions de ces mesures touchant, en premier lieu, les personnels les moins qualifiés. Plus récemment, la dimension de « phénomène de société » prise aux Etats-Unis par le film *Falling down (Chute libre)*, dont l'arrière-plan social est marqué par l'amertume et le désarroi d'un employé du Département de la défense au chômage, est un autre révélateur de l'ampleur de la crise.

c/ Les difficultés politiques et électorales. La diversification et le processus d'ajustement sont encombrés par des coûts substantiels à la fois pour les collectivités locales (recyclage, réduction des taxes, décroissance des primes de l'Etat...) et les firmes. L'intervention des autorités publiques s'impose donc afin de ne pas décourager des entreprises déjà peu enclines à changer leurs habitudes, et afin d'accompagner, au minimum, les efforts des autorités locales pour amortir les effets de ces restructurations.

La tâche de l'Etat en matière de conversion, auprès des entreprises qui veulent conserver leurs profits sans risques comme des syndicats qui souhaitent préserver les emplois et les salaires, est avant tout politique.

Idéalement, il faudrait une coalition de travailleurs, de responsables publics et d'industriels pour surmonter les obstacles, en même temps que s'opérerait une certaine démocratisation des industries militaires. Ceci renvoie à l'observation d'un économiste américain selon lequel une législation globale et spécifique – aux dimensions de l'enjeu – en faveur de la reconversion, n'a de chances de voir le jour au Congrès que si un très large mouvement d'opinion se dessine en sa faveur et s'il est entendu « *des politiciens, des technocrates et des médias représentant l'idéologie dominante* ».

Pour « tester » la volonté politique d'un Etat de convertir ses activités, on peut se poser trois questions :

– Les changements stratégiques mondiaux sont-ils durables et permettent-ils de définir les modalités de la conversion ? Si le processus de désarmement semble inéluctable à moyen terme, il est probablement aisé de favoriser la conversion complète. Si, au contraire, il reste fragile, les autorités s'orienteront vers la recherche de technologies duales et la diversification, jugées compatibles avec la règle absolue du « maintien de la base technologique minimale ». S'il est très controversé, il est peu probable que l'Etat s'y aventurera.

– Les choix de conversion peuvent-ils passer outre les considérations électorales ? Autrement dit, un gouvernement aura-t-il la volonté politique d'imposer une décision souhaitable internationalement pour la paix, favorable à l'intérêt national, mais qui risque d'être rejetée par des électeurs inquiets pour leur emploi ou leur salaire ?

– L'Etat doit-il aider les entreprises en situation de conversion d'activités et selon quelles modalités, à la fois dans le temps, dans l'espace et dans les structures productives ? « *Faut-il socialiser les pertes, alors qu'on a privatisé des profits qui étaient importants ?* », s'interroge un expert. Ainsi les décisions gouvernementales pèsent-elles lourdement sur le processus de conversion. Mais l'Etat, dans un système démocratique, est aussi influencé par l'opinion publique et des groupes de pression. Il y a là matière à réflexion sur la nature de l'Etat selon les théories économiques, mais, surtout, la démonstration que l'heure est à la prise en compte du besoin d'une véritable stratégie pour la conversion.

II. UNE STRATÉGIE POUR LA CONVERSION

La substitution d'une production à une autre, la transformation d'un outil industriel seront facilitées par l'application de certaines règles de conduite en matière technique, économique, et politique. La conversion possède en effet sa rationalité. Elle ne peut cependant se réduire à un Meccano sans âme et sans prospective. La conversion a besoin d'une vision qui s'appuie sur la connaissance des expériences en cours, stimule l'imagination pour penser l'avenir et mobilise les énergies pour changer de direction et construire une économie de la paix.

1. UNE CONVERSION GESTIONNAIRE

a/ La paix coûte plus cher que la guerre ! Economiquement, l'investissement pour la paix précède les « dividendes de la paix ». Au risque d'encourager le maintien du *statu quo*, il faut se départir de l'idée trop simpliste selon laquelle une réduction des dépenses militaires se traduirait *ipso facto* par une répartition des sommes concernées au profit d'activités réputées plus utiles (« un porte-avions coûte x salles de classe ! »). Si, à long terme, on peut penser que la limitation d'une dépense improductive exerce des effets positifs sur l'ensemble de l'économie nationale, cette hypothèse n'est pas toujours vérifiée à court terme.

De fait, certaines situations peuvent s'avérer très onéreuses et transformer les dividendes de la paix en coûts du désarmement :

- La destruction de stocks d'armes est une opération coûteuse. La France apporterait un concours technique à la destruction de 250 têtes de missiles nucléaires par an en ex-Union Soviétique, où on en dénombrait 25 000 ! Mais on sait bien que ce sont les moyens de financement qui font le plus défaut en Russie, aujourd'hui.

- Un accord de désarmement implique de nouvelles dépenses de contrôle, parfois très élevées.

- Des mesures visant à une réduction des stocks militaires et/ou à la préférence pour des armes défensives peuvent entraîner l'augmentation des dépenses militaires par le triple effet d'une réduction des économies d'échelle augmentant le prix unitaire des matériels, du développement des coûts de recherche-développement nécessaires au maintien de la capacité technologique de la défense et d'un effet de substitution vers des équipements non soumis à contrôle.

- **Pour une politique publique d'investissement.** Les avantages économiques de la conversion ne doivent pas davantage être idéalisés. Non seulement, il s'agit de s'engager dans la conversion rentable des équipements et de la main d'oeuvre déjà existants, mais aussi de réinvestir dans de nouvelles activités et de trouver de nouveaux débouchés. L'effort économique nécessaire pour renflouer les firmes sinistrées, devrait dépasser, à court terme, l'économie réalisée grâce à la limitation de l'effort militaire. Le débat en cours aux Etats-Unis, à propos des choix budgétaires, est significatif : la nouvelle administration s'interroge sur l'ordre des priorités à accorder à la réduction du déficit public, à la conversion des installations militaires en équipements civils et au financement des besoins sociaux.

En effet, les calculs économétriques de la période comprise entre 1950 et 1990 montrent qu'une diminution des dépenses militaires s'est effectivement accompagnée du chômage. Ils suggèrent également que, l'utilisation des « dividendes de la paix » pour réduire le déficit budgétaire structurel, aggraverait encore les pertes d'emplois. Dans ce contexte, la politique plus judicieuse serait, semble-t-il, d'accroître le déficit.

Les coupes sombres dans les dépenses militaires devraient donc viser non pas à réduire le déficit mais plutôt à financer des investissements qui auraient dû être faits depuis longtemps dans les infrastructures et dans le capital public en général, dans le capital humain en particulier – l'éducation, la recherche et la santé.

Enfin, les restructurations provoquées par un processus de désarmement influenceront le coût réel de la paix dans la mesure où des modifications interviendront dans les échanges internationaux, avec inévitablement des répercussions sur les équilibres mondiaux. Un effort de compétitivité avait déjà entraîné une réduction de la demande de matières premières par les pays développés. Dans le nouveau contexte international, une orientation des échanges vers l'ex-URSS et les pays de l'Europe de l'Est risque de se faire au détriment des pays du Sud qui verront leurs chances de développement diminuer. Or, leur paupérisation pourrait bien accroître les déséquilibres, facteurs de tensions internationales.

b/ Le rôle de la recherche-développement. L'accroissement considérable des dépenses d'armement tient au développement d'une technologie spécifiquement militaire depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et l'avènement de l'ère nucléaire. Il a contribué à forger le concept de « complexe militaro-industriel » dont ne saurait être exclue la dimension scientifique. L'osmose apparue avec la Seconde guerre mondiale, aux Etats-Unis surtout, entre scientifiques – les universitaires principalement – et militaires, s'est accentuée par la suite. En France, où la situation était différente du fait, notamment, des traditions et du clivage droite-gauche, un très net renversement de tendance se produisit avec l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958 : il y eut volonté politique que les militaires accordent une place aux scientifiques afin de mettre une science fondamentale en position de commande. De plus, en 1961, est intervenue la généralisation du « contrat » qui a joué un rôle important dans le développement du programme nucléaire et de la dissuasion du même nom. On peut d'ailleurs rapprocher cette initiative des cinquante programmes décidés à la veille de la Seconde guerre mondiale sur lesquels des scientifiques étaient mobilisés.

Ces rappels historiques soulignent la part de plus en plus déterminante prise par les scientifiques et les techniciens dans l'élaboration des instruments de la défense et, de ce fait, dans les choix stratégiques eux-mêmes. Autre exemple tiré de l'ouvrage de Donald MacKenzie : *L'invention de la précision dans le guidage des missiles nucléaires* ; le développement de cette technologie résulte d'un processus complexe de conflit et de collaboration entre une série d'acteurs, notamment des chercheurs ambitieux et énergiques, des laboratoires et des firmes, des dirigeants politiques ainsi que des militaires et les organisations qu'ils dirigent. Son analyse montre

comment cette invention a été nourrie par la Guerre froide et comment elle l'a elle-même nourrie. On trouve là autant de motifs de considérer comme nécessaire, dans une perspective de reconversion, à la fois un contrôle de l'évolution des technologies militaires dès leur conception, et une réorientation des capacités de cette recherche-développement.

- **Des comités d'éthique.** Dans toute procédure de désarmement, l'omission du contrôle de la recherche-développement et des technologies militaires peut laisser libre cours à des pratiques qui combinent une réduction quantitative des forces et un effort de « matière grise » très élevé afin d'améliorer l'efficacité des armes et des personnels. Telle est la tentation naturelle des responsables de la défense et des acteurs du complexe militaro-industriel. On le constate, par exemple, avec d'une part la limitation des dépenses de fonctionnement grâce à la fermeture de bases et d'installations militaires au profit des dépenses d'équipement, et d'autre part les réserves qu'émettent certains officiers et personnels utilisateurs à l'encontre des armements de plus en plus sophistiqués dont le choix leur serait « imposé » par un *lobby* industriel. Le cas, aux Etats-Unis, du sous-marin nucléaire *Seawolf* super puissant mais dont plus rien ne justifierait la construction, fournit une bonne illustration de cette « fuite en avant ». Les militaires conviendraient de son inutilité mais le candidat Clinton s'était engagé auprès du sénateur du Connecticut et des porte-paroles des travailleurs concernés en faveur de la construction de ce sous-marin dans leur Etat ! D'une manière générale, on peut s'attendre à ce que, s'agissant de questions de sécurité nationale, l'exigence de l'excellence et la nécessité de maintenir une « veille technologique », interdisent tout retour en arrière, comme par un effet de cliquet.

L'existence aux Etats-Unis de l'Office of Technology Assessment (OTA), qui dispose d'importants moyens pour éclairer le Congrès sur les problèmes complexes concernant la science et la technologie et sur leurs implications éventuelles au niveau de la politique fédérale, montre une voie pour un plus grand discernement. Un chemin que n'a pas encore aussi sérieusement emprunté en France l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Il s'agit néanmoins d'une évolution qui permet d'espérer un examen plus approfondi, plus soucieux des conséquences économiques et sociales, des choix gouvernementaux en matière de défense, et plus particulièrement d'industrie de défense, dès leur conception au niveau des bureaux d'études et des laboratoires.

Une telle orientation devrait inspirer ou apporter une justification supplémentaire à la création de « comités d'éthique » que les sciences de la vie ne sont pas les seules à mériter !

- **Une orientation politique nouvelle.** Dans l'ère que nous quittons, c'est une volonté politique qui a permis aux scientifiques et aux ingénieurs d'aller, en quelque sorte, au devant des besoins exprimés par les militaires. La période qui s'ouvre en appelle à une meilleure perception politique des responsabilités de ces mêmes instances scientifiques à l'égard des besoins de la société et du monde. Il s'agit de tirer parti du potentiel d'innovation qui existe dans les laboratoires civils et militaires et de le mettre au service du développement d'activités civiles de substitution.

Les chercheurs y sont prêts, en principe, puisqu'on leur demande de plus en plus de privilégier les technologies duales. Mais une nouvelle organisation, plus soucieuse de *business* et de gestion, donc plus politique, s'avère nécessaire pour amplifier ce mouvement. Thomson-CSF, par exemple, tout en restant très spécialisée dans l'industrie d'armement (80 % de son activité), semble avoir compris ce besoin et a créé une division des « domaines nouveaux ». Là où le scientifique est naturellement porté à valoriser des technologies à partir de la base – *technology push* – il faut ajouter « l'attraction du marché » – *market pull* – et rechercher ainsi une vue d'ensemble d'autant plus nécessaire que l'on entre dans des systèmes complexes. Des considérations de technique commerciale doivent intervenir pour valider les perspectives sur lesquelles débouche la pure logique du scientifique. Mais il reste certain qu'une volonté politique s'imposera également pour exploiter, par exemple, le catalogue de propositions de productions civiles dressé récemment par un groupe de techniciens de la même Thomson. Il est clair, dans ce cas, que les syndicats de cette entreprise sont convaincus de l'absence de volonté politique de reconversion des dirigeants de la société qui, depuis plusieurs années, affiche clairement sa préférence pour les productions militaires.

De même, en dépit de difficultés financières considérables, c'est d'une attitude politique que dépendra l'exploitation des capacités civiles des entreprises du complexe militaro-industriel de l'ex-Union soviétique, mises à mal par la chute brutale des commandes adressées à l'ensemble du système de production.

c/ Des mesures politiques. Une ferme volonté politique doit se manifester à des niveaux complémentaires.

- **Des « observatoires » locaux pour la conversion.**

Après s'être limitées à accompagner, pour en amortir l'effet, les réductions des budgets militaires sur des sites industriels comme dans les villes concernées, par exemple, par la suppression d'une garnison les autorités nationales sont amenées à s'investir davantage au niveau local. Dans un contexte de récession économique, des mesures de restructuration de ce type provoquent des réactions qui vont au-delà de l'expression d'attachements sentimentaux. L'intérêt national, de plus en plus, sera opposé à ces réactions. Ceci devrait conduire les responsables de l'Etat à considérer que c'est à l'ensemble de la collectivité nationale d'assumer les conséquences de mesures qui affectent certains de ses éléments plutôt que d'autres. Mais on imagine mal une telle politique s'instaurer sans qu'une véritable programmation ne soit élaborée et que la représentation nationale ne se prononce !

Nous avons déjà vu qu'aux Etats-Unis des tentatives ont été faites localement, par différents partenaires unissant leurs efforts, pour aider des usines à se convertir et préserver ainsi les emplois. Mais le peu d'efficacité de cette méthode et l'ampleur de la tâche conduisent ces mêmes « collectifs » à adopter une nouvelle stratégie qui mise sur le développement de petites entreprises innovantes pour régénérer l'économie locale. L'objectif est de favoriser l'apparition d'activités nouvelles pouvant offrir du travail aux anciens employés qualifiés du secteur industriel de la défense.

Les appels à la concertation locale et la constatation que l'anticipation est nécessaire pour traiter les problèmes « à froid », débouchent logiquement sur la suggestion de mettre en place des observatoires locaux pour la conversion. Le succès de ces stratégies locales sera d'autant plus assuré qu'elles seront encouragées par une politique nationale pour l'industrie et la technologie,

• **Les chances de l'interdépendance.** Au niveau international, les accords de sous-ensembles de pays solidaires – alliances de défense, accords de non-prolifération, traités régionaux concernant la sécurité mais aussi intégration économique, etc. – doivent être encouragés, L'interdépendance des nations réduit les risques de conflits. Même la production commune de biens militaires peut exercer des effets favorables sur la paix ! On se référera au cas de la France et de l'Allemagne dont le rapprochement a largement contribué à la construction de la Communauté européenne. On devrait même, à notre sens, examiner sérieusement si la progression en Europe vers « *la définition de besoins militaires passant par une standardisation progressive des matériels et une interopérabilité croissante des systèmes* », selon les termes du ministre français de la Défense, ne pourrait pas faciliter, à terme, une conversion globale. Dans une telle perspective, on voit mal comment on pourrait éviter de remettre en cause le fameux article 223 du Traité de Rome qui garantit jusqu'à présent à chaque pays de la Communauté européenne sa pleine souveraineté en matière de production et de commerce d'armement ! D'un point de vue plus général, et *a contrario*, on voit trop comment l'absence d'une telle coopération, économique et politique, a empêché de désamorcer la crise dans le cas de l'ex-Yougoslavie !

Institutionnalisée, l'interdépendance peut offrir le cadre d'initiatives potentiellement politiques par leur inspiration et par leurs conséquences. C'est ainsi qu'en 1990, la Commission européenne sensible aux bouleversements géopolitiques en Europe centrale et orientale, a inscrit une ligne de crédit – intitulée PERIFRA – de quarante millions d'Ecus, concernant notamment les régions confrontées au déclin du secteur militaire et permettant de financer des projets-pilotes. La Commission vient de développer cette initiative communautaire en créant pour l'année 1993 le programme KONVER (130 millions d'Ecus) qui a pour but de favoriser la reconversion et la diversification économiques dans les zones fragilisées par le déclin des industries et la fermeture des installations militaires.

Ces derniers programmes n'apportent qu'une réponse limitée à la totalité du défi de la reconversion des industries d'armement en aucun cas, l'aide n'est destinée à la restructuration du secteur militaire lui-même. Les tractations autour de ces programmes montrent qu'il s'agit d'un processus susceptible de gagner en ambition suivant la volonté politique. Un processus suffisamment avancé pour permettre à certains de suggérer que l'on intègre la

conversion dans le cadre de la politique industrielle européenne et que l'on crée au sein de la Communauté une « agence de la conversion ».

- **Conjuguer les efforts pour limiter le commerce international des armes.** Par ailleurs, un contrôle plus strict des ventes internationales d'armes s'impose. Notamment parce que la prolifération des armes modernes représente davantage un encouragement à la course aux armements qu'une incitation à la conversion et parce que la limitation des exportations est susceptible de réduire les ambitions des industriels de l'armement et de les détourner de projets de production d'engins coûteux, justifiés parfois par des ventes à l'étranger (réelles ou présumées).

Les récents propos du président de l'Aérospatiale qui espérant un soutien du ministère de la défense à l'exportation, déclarait : « *Au moment où le budget de la défense décroît, le maintien de l'outil industriel dépend directement de l'exportation* », montrent bien l'importance de l'enjeu et le caractère déterminant d'actes politiques essentiels tel que la loi de programmation militaire et une doctrine précise en matière de commerce international des armes.

La création d'un Registre des Armes par l'Assemblée générale des Nations unies en 1992 – état des transferts d'armements tenu par le Bureau des affaires du désarmement de l'Organisation – se révèle inefficace car les informations sont fournies par les pays vendeurs et les pays acheteurs sur une base volontaire !

Il faut tenir compte du rôle que peuvent jouer dans ce domaine les organisations non gouvernementales qui militent en faveur du désarmement ou qui, au minimum, alertent l'opinion sur les déséquilibres scandaleux entre les dépenses d'armement et celles consacrées au développement économique et social. Un réseau existe qui exerce une certaine pression. L'organisation pacifiste américaine, Sane Freeze, s'en est donné les moyens. Forte de cent mille membres, et présente dans une trentaine d'Etats, elle sensibilise l'opinion sur la nécessité de modifier les priorités budgétaires nationales, étudie les impacts locaux négatifs des dépenses militaires, milite en faveur de projets de lois facilitant la conversion/diversification et élabore des projets de conversion au niveau des Etats et des municipalités. Considérant que « *plus les budgets militaires seront réduits, plus les fabricants d'armes chercheront des débouchés à l'extérieur* », ce qui rend « *plus urgent encore l'action en faveur de la conversion* », elle a créé une publication, le *Arms trade reader*, afin d'assurer par la collecte

systématique d'articles de presse, un suivi militant du commerce international des armes.

L'exemple du récent traité sur les armes chimiques mérite d'être rappelé à propos des perspectives d'émergence d'un véritable contrôle. En effet, il élimine une catégorie entière d'armes de destruction massive, en interdisant à la fois la conception, la production, la constitution de stocks – c'est un progrès par rapport à ce que permet le traité de non-prolifération nucléaire –, le transfert et l'usage de ces armes chimiques. Il prévoit également le dispositif de vérification le plus complet et le plus indiscret jamais créé par un accord de désarmement multilatéral.

2. UNE CONVERSION VISIONNAIRE

a/ De nouveaux chantiers. La dernière étude du SIPRI² chiffre à quinze millions le nombre de personnes directement employées par la production d'armements dans le monde, et à trois à quatre millions le nombre de ces emplois qui pourraient disparaître dans les cinq ans à venir. L'importance des effectifs concernés, la nature des activités, la complexité des réseaux d'entreprises qui en dépendent, inspirent des doutes sur l'efficacité des différentes mesures sensées répondre aux besoins de conversion qui s'expriment actuellement.

Dans une situation où la logique de la productivité et le libre jeu des mécanismes du marché se conjuguent pour conduire toute restructuration d'une entreprise à se réaliser au détriment des autres, aggravant ainsi le chômage, il paraît impossible de faire face au défi de la conversion sans une politique de grands travaux et de grands projets. Lester Thurow, doyen de la Sloan School of Management du Massachusetts Institute of Technology, parle d'une « *société à somme d'emplois nulle* » à propos de cette situation, et considère que l'une des possibilités de jeu industriel pour un pays, dans ces conditions, consiste à « *ouvrir de nouvelles frontières* ». Une telle politique pourrait s'appuyer sur une véritable « *loi de programmation de reconversion du secteur défense* » comme le réclament certains milieux syndicaux en France, ou sur la grande loi de conversion qui permettrait à l'économie américaine de retrouver un second souffle après la réduction des programmes militaires.

² Arms Industry Limited. Ed. H. Wulf. 1993.

- **Des programmes immédiats de rénovation et de développement des infrastructures.** Aux Etats-Unis, un nouveau système de train à grande vitesse fait depuis longtemps partie d'une panoplie de propositions présentées comme des alternatives aux commandes militaires. Il ne serait pas seulement créateur d'emplois mais contribuerait aussi au renouvellement d'une industrie nationale négligée et à la recherche de solution aux problèmes d'environnement créés par le développement du trafic routier.

En France, l'exploration de « domaines nouveaux » par Thomson a conduit à la sélection de vingt « thèmes porteurs » auxquels la société pourrait appliquer son savoir-faire, notamment dans la conception et la mise en oeuvre de grands systèmes électroniques intégrant des milliers de données. La régulation du trafic routier, la sauvegarde de l'environnement, entre autres, constituent des défis à la mesure de ces compétences. Mais elles doivent de plus en plus être envisagées, pour des raisons à la fois financières et politiques, à une échelle qui dépasse celle du seul territoire national, à l'échelle européenne par exemple.

En octobre 1992, dans une déclaration dite « de Moscou », les quatre cent soixante sept participants, représentant vingt six pays, d'une conférence internationale sur la conversion du complexe aérospatial, soulignaient que celui-ci constitue l'une des plus importantes manifestations des capacités scientifiques, technologiques et économiques mondiales. Ils ajoutaient que la conversion réclame une stratégie globale, incluant des aspects politiques, économiques, sociaux et écologiques et faisant appel aux efforts conjoints des gouvernements, des entreprises commerciales, des scientifiques et des experts. L'appel à l'utilisation des potentiels scientifiques, technologiques et industriels hérités de la Guerre froide, pour satisfaire des besoins civils, lancé à l'occasion de cette première conférence des Nations unies relative à la conversion d'un secteur industriel particulier, semble particulièrement destiné à répondre aux besoins de l'ex-URSS où l'ensemble des infrastructures de communication est à restructurer.

- **De grands projets futuristes.** « *La nécessité d'une relance économique par des programmes civils, pacifiques et généreux apparaît de plus en plus clairement* » écrit Thierry Gaudin, du Centre de prospective et d'étude du ministère de la Recherche et de la Technologie, qui propose « douze grands programmes mondiaux » pour le siècle prochain.

« L'industrialisation de l'espace », « la maîtrise de l'énergie », « la communication mondiale » et « la structuration des villes » notamment, sont à l'échelle des grands projets sur lesquels les complexes militaro-industriels savent fonctionner.

C'est de cette dimension que relevé également les idées de Frank Davidson, professeur au Massachusetts Institute of Technology de Boston, spécialiste mondial de méga-projets. L'un d'eux répond aux enjeux en matière d'énergie et porte sur la transmission d'électricité par micro-ondes à partir des satellites à énergie solaire. Il estime que « *comme tous les projets d'avenir en macro-ingénierie, celui-ci implique une collaboration internationale voire, continentale* ». Il souligne de nouveau à ce propos la nécessité de rapprocher la formation technologique et le travail inter-culturel, faisant de son concept « d'ingénieur-diplomate » une idée particulièrement pertinente par ces temps de conversion !

b/ De nouvelles missions. Les installations militaires et les personnels de l'industrie de défense ne sont les seuls enjeux d'une conversion directe, L'institution militaire même, dans ce qui la caractérise à savoir l'exercice de sa mission de combat pour la défense du pays, est touchée de plein fouet par le désarmement multiforme actuel.

Aux Etats-Unis, une boutade court sur un service chargé de « *approvisionnement en ennemis* » qui serait désormais le service le plus affairé du Pentagone ! En Allemagne, la disparition de la menace à l'Est expliquerait la morosité qui gagne les unités de la Bundeswehr depuis quelques temps, ce qui obligerait les autorités militaires à recourir aux services d'un nombre accru de psychologues ! En France, au moment du lancement du dernier sous-marin nucléaire, certains, parmi les personnels concernés, s'interrogent sur le sens de ce programme dans le nouveau contexte stratégique.

A l'évidence, les responsables politiques et militaires sont engagés actuellement dans un double mouvement de resserrement des dispositifs militaires proprement dits (réduction des effectifs, professionnalisation, développement technologique, etc.) et redéfinition des missions assignées aux forces armées dans le nouveau paysage international.

- **Police et prévention internationales.** En dépit du « désordre » actuel – ou peut être, justement, à cause de lui ! – il est davantage question aujourd'hui d'opérations de prévention que de conflits traditionnels. Les armées devraient, à l'avenir, se voir confier de plus en plus souvent des missions de police, que ce soit pour faire face à de nouvelles formes d'insécurité, liées au développement du terrorisme, de criminalité, en particulier le trafic de la drogue, ou pour remplir les nouvelles missions de construction de la paix ou de maintien de la paix correspondant à la nouvelle politique de l'Organisation des Nations unies (« Agenda pour la paix » du secrétaire général Boutros-Ghali).

- **Action humanitaire.** Depuis quelques années, pour des raisons techniques, mais aussi pour répondre à une exigence morale avivée par le développement d'une information planétaire, la participation des forces armées aux opérations humanitaires devient plus importante. Disponibles rapidement et mis en oeuvre par des hommes entraînés, les moyens logistiques militaires, et non seulement les services de santé, sont engagés dans différents types d'action humanitaire : catastrophes naturelles ou technologiques, assistance aux populations, interventions militaro-humanitaires... De telles tâches ne doivent pas s'envisager comme une occupation pour soldats « désœuvrés », mais comme une véritable « raison d'être » s'imposant progressivement à l'institution militaire. Cette dernière ne considère apparemment pas qu'il y aurait confusion de genres si l'on en croit les récents propos du chef d'état-major de l'armée française, l'amiral Lanxade, en faveur de la « *création d'une unité spécialisée dans l'aide humanitaire* ».

- **Sécurité et environnement.** La protection de l'environnement constitue également un nouveau champ d'intervention pour les forces armées. La surveillance maritime, la prévention des risques industriels, la protection des richesses forestières, par exemple, font l'objet d'une préoccupation croissante au titre d'une sécurité plus globale. La Faculté des ressources

naturelles de l'Université pour la Paix, au Costa Rica, a entrepris de promouvoir depuis 1990, dans le cadre de l'effort de ce pays pour un « nouvel ordre écologique », un mouvement mondial en faveur de l'instauration dans chaque pays d'un service pour combattre « *el nuevo enemigo mundial* » (le nouvel ennemi mondial) que constituent la détérioration du cadre de vie et ses conséquences.

- Cette préoccupation a récemment conduit les ministères français de la défense et de l'environnement à créer un nouveau service national pour des « missions de sécurité écologique ». Répartis entre les administrations de l'Etat ou sous tutelle (parcs nationaux et régionaux, réserves naturelles. Conservatoire du littoral, agences de l'eau), ainsi que dans les collectivités locales, les volontaires de ce service « vert » seront affectés à des tâches d'entretien de sites naturels, ainsi qu'à des missions de surveillance et d'information du public.

- **Formation.** les Etats-Unis qui cherchent à sortir de la crise, à renouveler leur système scolaire et rénover les villes, pourraient tirer profit des soldats qui après la guerre du Viet Nam, ont participé aux efforts d'adaptation sans précédent que s'est imposée l'armée américaine, sur tous les plans. Leur retour à la vie civile aujourd'hui peut être d'une grande utilité. « *C'est une injection de talent dans la société civile* », estime Eliot Cohen, spécialiste d'histoire militaire à la John Hopkins School of Advanced International Studies. Certains spécialistes, attentifs aux problèmes du sous-développement, relèvent qu'aux Etats-Unis des mesures ont été prises pour permettre à des écoles d'utiliser les services d'ingénieurs et de techniciens de la défense au chômage, la subvention de 25 000 dollars par employé de la défense recruté par une école de district, est distribuée à la condition qu'elle permette d'augmenter le nombre d'enseignants de l'école. Ils suggèrent qu'en cas de sureffectifs d'enseignants dans les pays du Nord, ces compétences soient proposées au tiers monde.

c/ Un nouveau concept de sécurité. Les difficultés de la conversion tiennent fondamentalement à l'extraordinaire complexité du système de confrontation de la Guerre froide. Les enseignements à tirer d'une telle période et la démesure de la tâche forcent à revenir à des vérités simples mais essentielles, susceptibles d'inspirer une nouvelle sagesse. Le spécialiste de ces questions qui, à la fin d'une conférence sur les problèmes de conversion des industries d'armements déclare :

« *Il faut diminuer la nécessité d'avoir des armements par une meilleure politique de coopération internationale* », ne cherche pas à s'en tirer par une pirouette, mais pointe le fond d'un débat qu'il faudra bien tenir. Autre certitude : la prise en compte de tous les aspects, d'abord militaires, technologiques et économiques, mais aussi sociaux, culturels et politiques du défi de la conversion nous permet d'affirmer que le succès de la conversion ne pourra être assuré sans la mise en place d'une économie de la paix, à la fois inspiratrice et conséquence d'une conception nouvelle de la sécurité.

- **De nouveaux « plans Marshall ».** Nous avons vu en effet que, parce que les dépenses militaires profitent à beaucoup, la situation économique dans son ensemble s'aggrave si des politiques macro-économiques appropriées ne sont pas appliquées lors des réductions de ces dépenses. S'il s'avère que le niveau « régional », à l'intérieur des pays concernés, est le plus prometteur pour mener à bien une opération de reconversion spécifique, que priorité doit être donnée au plan national pour la satisfaction de grands besoins collectifs en infrastructures et équipements, la mondialisation de l'économie impose que soient simultanément étudiées des actions à l'échelle d'un continent, voire de l'ensemble du monde.

C'est ainsi que l'idée a été émise d'un nouveau plan Marshall qui favoriserait le redressement économique de l'Europe de l'Est, comme le European Recovery Program avait favorisé, de 1948 à 1952, celui de l'Europe de l'Ouest. Parmi les justifications d'une politique d'assistance, le général Bradley, collègue du général Marshall, déclarait, alors qu'il était chef du Vétérans Committee : « *Les plus grands ennemis de la démocratie ne sont pas les comploteurs clandestins, mais le chômage, la faim, ... le cycle mortel de booms et de crises...* » Aujourd'hui, alors que les raisons du maintien des « blocs » ont disparu, c'est une politique de coopération à la fois plus désintéressée et plus étendue qui doit être entreprise. Véritable plan Marshall mondial si l'on considère l'élargissement du nombre des bénéficiaires, comme d'ailleurs des donateurs qui comprendraient les pays développés et les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en plus des Etats-Unis. Ou *New Deal* planétaire, si l'on veut insister sur la nécessité d'assurer une relance par une nouvelle « donne ».

- **Priorité au développement.** L'heure n'est plus à l'affrontement idéologique de la Guerre froide auquel ont correspondu des formes de pensée, des institutions et des pratiques à réviser aujourd'hui. Un organisme comme l'Organisation du Traite de l'Atlantique Nord (OTAN) est directement visé par cet *aggiornamento*, et les règles de fonctionnement de l'Organisation des Nations unies elle-même – en particulier le Conseil de sécurité – font l'objet de contestations. A un concept de défense dépassé devrait se substituer celui d'une sécurité mieux comprise, qui reconnaisse l'interdépendance entre les nations et la communauté d'intérêt face aux menaces essentielles : prolifération des armements, conflits de minorités et guerres civiles, mais aussi raréfaction des ressources naturelles, atteintes à l'environnement et surtout pauvreté et inégalités conduisant au développement d'une émigration incontrôlable en même temps qu'à une exigence de plus de justice. La « conversion » d'une personnalité telle que Robert MacNamara, ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis, considéré comme un « faucon » en son temps, puis directeur de la Banque mondiale et, à ce titre, convaincu de la nécessité d'assurer l'avènement d'un « nouvel ordre mondial » par un effort en faveur du développement, est à rapprocher de cette évolution ! Une stratégie globale pour la conversion a besoin de suggestions du type de celle qu'il a avancée pour relier plus étroitement accords de réduction des armements, rôle des Nations unies en faveur de la sécurité collective et du maintien de la paix et aide aux pays en développement.

- **Logique de paix et éducation à la paix.** Dans le débat ouvert par les bouleversements géostratégiques de ces dernières années, on note avec intérêt l'interrogation toute récente du général Favin Levêque, directeur de l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique : « *Si l'on inventait une stratégie de la paix ?* » Réfléchissant à une proposition pour « *bâtir une théorie de la dissuasion que l'on pourrait qualifier de duale* » (d'une part « *menace spécifique et adaptée* » contre les « *fauteurs de trouble* », d'autre part « *politique véritable de répartition des richesses et du savoir faire concernant le développement* »), il écrit en effet : « *Avec l'avènement de la dissuasion, le ministère de la Guerre était devenu celui de la Défense nationale, puis celui de la Défense. Sans aller jusqu'à créer un ministère de la Paix, n'est-ce pas le moment de concevoir la stratégie de la non-guerre ?* » (Défense Nationale – Mai 1993). Cet « aveu », émanant d'un professionnel, révèle la profonde mutation en cours et rappelle

l'évidence qu'énonçait André Fontaine dans Le Monde en 1990, alors que la guerre du Golfe réveillait brutalement les consciences : « *Il est urgent de donner autant d'importance aux scénarios de paix qu'aux scénarios de guerre.* » Or, il est peu dire que l'on est moins bien préparé à écrire les premiers que les seconds !

On touche là à l'un des aspects fondamentaux de la conversion. Après avoir montré que, opération technique avant tout, elle requiert également un changement des mentalités, il s'agit bien de concevoir une formidable mobilisation des esprits et des énergies créatrices, allant des scientifiques et des ingénieurs – qui devront utiliser leurs compétences à « désinventer » ce qu'ils ont inventé, à penser un autre monde – jusqu'aux membres des organisations militantes auxquels il est désormais demandé, à eux-aussi, d'agir moins « contre » que « pour ». Beaucoup dépendra de la formation du citoyen et de l'éducation à la paix ! Il est significatif que depuis quelques années un vaste mouvement de recherche se développe dans le monde à ce sujet. Rejeton fertile du rameau d'olivier de la tradition pacifique et investissement nécessaire pour une conversion bien comprise, cette éducation à la paix devrait contribuer à démonter les mécanismes de la guerre et à mettre en mouvement les engrenages de la paix.

FICHES DPH

(Dialogues et documents pour le Progrès de l'Homme)

**GUERRE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIE FRANÇAISE
D'ARMEMENT**

ÉCONOMISTES DE LA PAIX

L'INDUSTRIE FRANÇAISE DE L'ARMEMENT

**L'UTILITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES
D'ARMEMENT EN FRANCE EN QUESTION**

**LA DISSOLUTION DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL DU
MASSACHUSETTS**

**FLEXIBILITÉ ET CONFLITS D'INTERPRÉTATION DANS LA
FABRICATION D'UN SYSTÈME D'ARME**

« CHUTE LIBRE »

LE PARC TECHNOLOGIQUE DE SAVOIE-TECHNOLAC

TITRE :

**Guerre économique et industrie française d'armement
Economie de la défense**

AUTEUR :

Jacques Fontanel (éditeur)

RÉSUMÉ :

Trois articles intéressants pour l'analyse de l'armement et du désarmement composent cet ouvrage spécial publié par la revue ARES :

– Jacques Fontanel et Liliane Bensahel présentent la théorie et les pratiques de la guerre économique. Au fond, le désarmement n'est pas seulement la réduction des armes gérées par les militaires, mais aussi il implique un contrôle des conflits économiques à l'encontre de partenaires ou d'adversaires. Les auteurs montrent que si les instruments sont nombreux et souvent pervers, ils ne sont efficaces qu'à long terme. Cependant, les agresseurs, comme pour une guerre armée, sont souvent aussi fragilisés par leur action.

– Claude Serfati démontre que l'industrie d'armement française est organisée en un système fonctionnant avec ses règles propres. Il est fondé sur la légitimité et la cohérence interne des grands groupes, entreprises d'État et laboratoires qui la composent. Le désarmement ne peut devenir effectif qu'avec la disparition de ce groupe de pression.

– Jean-Paul Hébert et Jacques Fontanel mettent en évidence les difficultés d'une industrie d'armement de la France trop soucieuse de considérations industrielles et commerciales, alors même que l'économie mondiale est entrée dans une profonde dépression et un processus obligé de désarmement. Au fond, le refus de désarmer risque de rendre encore plus graves les conséquences économiques de l'armement.

COMMENTAIRES :

Ces articles montrent la complexité des procédures du désarmement. D'une part, il ne suffit pas de supprimer les armes pour éliminer les actions négatives à l'encontre d'un pays. D'autre part, les groupes de pression s'activent à relancer la production des armes. Enfin, les contingences économiques à court terme s'imposent dans l'industrie d'armement en France, rendant pourtant encore plus sombre la situation à long terme de l'économie française.

DESCRIPTEURS :

**Développement, Désarmement, Reconversion,
Conversion, Démilitarisation, Industries d'armement,
Complexe militaro-industriel, Sécurité internationale**

NATURE :

Revue

PUBLIÉ EN :

Décembre 1992

ISSN 0181-009X ISBN 2 – 86561-148-5

ÉDITEUR :

ARES, CEDSI, 47X, 38040 – Grenoble Cedex 9

NOTES :

Ouvrage réalisé dans le fascicule « Economie de la Défense » de
ARES.

PRODUCTEUR :

Jacques FONTANEL

GISEMENT :

Association « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble » :
3 rue de Strasbourg, 38000 – Grenoble, France
Espace Europe, 47X, 38040 – Grenoble Cedex 9 France

TITRE :
Économistes de la paix

AUTEUR :

sous la direction de Jacques Fontanel,
articles de Jan Tinbergen, Lawrence Klein, J.K. Galbraith, Walter Isard, Stanislav Menshikov, Keith Hartley, Robert Schwartz, Manas Chatterji, Ron Smith.

RÉSUMÉ :

Les économistes ne se sont pas toujours préoccupés des situations de paix ou de guerre. La plupart des théories économiques modernes ont évité d'analyser les conflits entre les hommes, les situant hors du champ de réflexion de l'économique. Or, de nombreuses théories économiques avaient, dans le passé, intégré la puissance, la violence, la lutte des hommes contre les hommes au centre de la réflexion économique. Actuellement, l'analyse économique de la guerre ou du désarmement, sans faire vraiment l'objet de débats passionnés, n'en est pas moins contradictoire et hétérogène. Pas moins de cinq grands courants de pensée fournissent des conclusions divergentes sur la relation économie/guerre et paix. Si pour les uns (mercantilistes, Sombart, Bouthoul) la guerre est, par nature, un phénomène économique ou démographique, pour les autres (classiques, notamment) elle se situe hors du champ de réflexion des économistes. Si pour les marxistes, les conflits armés sont suscités par la lutte des classes et l'impérialisme inhérents au capitalisme, les néoclassiques justifient la course aux armements par la nécessité des pays à économie de marché à lutter contre la nature violente et expansionniste du communisme. Enfin, les keynésiens mettent l'accent sur la double nature des dépenses militaires : en tant que dépenses publiques, elles peuvent dans une économie de sous-emploi, favoriser la croissance économique, mais en tant que dépenses improductives leur action est moins souhaitable que les autres formes de dépenses publiques (éducation ou infrastructures). Pour Jan Tinbergen, Prix Nobel d'économie, il faut développer le rôle des organisations internationales et souhaiter l'émergence d'un gouvernement mondial aux objectifs pacifistes ayant pour fonction la défense de l'environnement, la protection des ressources naturelles et la limitation du nombre des naissances. Robert Schwartz propose la conversion des épées en faveur des charrues, notamment : par le lancement d'un grand programme qui serait partiellement calqué, au

niveau des principes, sur le Plan Marshall. J.K. Galbraith s'inquiète de la propension très forte des économistes à ne traiter que ce qui est bénin et à refuser l'analyse du pouvoir militaire autonome. Or, il est incontestable que celui-ci produit des effets négatifs sur les économies contemporaines, alors même que celles-ci sont en crise et connaissent les conséquences douloureuses du sous-développement. Walter Isard aborde la question de la paix en essayant de répondre à la question suivante : quels sont les outils de l'analyse économique disponibles pour les économistes de la paix ? Si les réponses méthodologiques sont apportées par Manas Chatterji, Isard montre les capacités et le rôle potentiel de l'économiste de la paix, avant de proposer des actions concrètes de désarmement et de meilleure organisation mondiale, dont les fondements essentiels reposeraient sur la capacité de certains pays (plutôt petits) à montrer l'exemple en acceptant, au profit d'une organisation internationale, une limitation de sa propre souveraineté.

La question du désarmement pour le développement est au coeur des analyses modernes des dépenses militaires. Or, la conversion est un processus décisionnel très difficile, qui se heurte à des barrières sociales et à des coûts économiques importants. Ainsi, Stanislav Menshikov témoigne de l'évolution des idées et des actions de conversion en Russie et il montre que les retards pris, les résistances du complexe militaro-industriel n'ont fait qu'aggraver la profonde crise économique des pays de l'ancienne URSS. Keith Hartley, consultant des Nations Unies sur les relations entre le désarmement et le développement, fournit un résumé très clair des principales conclusions du rapport de l'UNIDIR, notamment l'idée fondamentale d'une analyse du désarmement comme investissement (ce qui implique des coûts préalables aux bénéfices retirés du processus) et non comme un facteur de dividendes de la paix (qui laisse supposer qu'il existe immédiatement des bénéfices distribuables à la suite d'une réduction des dépenses militaires). Ron Smith et Jacques Fontanel analysent les débats économiques sur le couple désarmement-développement et ils montrent les avantages d'une action de réduction des dépenses militaires (forme importante mais non unique du désarmement) pour les pays développés. Lawrence Klein, Prix Nobel d'économie, montre la nécessité actuelle de lier très étroitement le désarmement au développement.

Enfin, Jacques Fontanel fournit dix principes empiriques de gestion économique du désarmement, rappelant que l'objectif fondamental de celui-ci est d'abord la paix et le développement.

COMMENTAIRES :

L'objet de cet ouvrage est double : montrer aux économistes la nécessité d'une réflexion économique sur le désarmement et la paix et témoigner d'une part des difficultés économiques à court terme inhérentes au processus de réduction des dépenses militaires et d'autre part de ses avantages à moyen terme. Il est intéressant pour trois raisons au moins. D'abord des économistes importants (Prix Nobel notamment) montrent l'intérêt primordial de l'analyse économique de la paix. Ensuite, l'ouvrage fournit des informations trop faiblement disponibles en France sur les conséquences des procédures de désarmement. Enfin, il donne quelques orientations susceptibles de favoriser l'émergence d'une économie de paix.

DESCRIPTEURS :

**Développement, Désarmement, Paix, Reconversion
Conversion, Démilitarisation, Industries d'armement,
Complexe militaro-industriel, Sécurité international**

NATURE :

Livre

PUBLIÉ EN :

Avril 1993 ISBN 2 7061 0511 9

ÉDITEUR :

Presses Universitaires de Grenoble, BP 47,
38040 - GRENOBLE CEDEX 9

NOTES :

Ouvrage réalisé au bénéfice de l'Association ECCAR (Economistes contre la course aux armements)

PRODUCTEUR :

Jacques Fontanel

GISEMENT :

Association « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble »

3 rue de Strasbourg, 38000 – Grenoble, France

Espace Europe, 47X, 38040 – Grenoble Cedex 9 France

TITRE :
L'industrie française de l'armement

AUTEURS :
Claude Serfati, Université Paris X, CEREM

RÉSUMÉ :

Dans sa communication au colloque ECCAR de Juin 1993 à Paris, Claude Serfati présente ce qu'il avait appelé le « mésosystème de l'armement » dans un livre écrit avec François Chesnais en 1992³. Ce système comprend la Délégation Générale à l'Armement, avec son corps de concepteurs, les ingénieurs de l'armement :, mais aussi ses bataillons dans les arsenaux du GIAT ou de la DCN, les groupes industriels de l'armement et les laboratoires publics.

Cet ensemble, relativement homogène par la circulation des cadres techniques qui l'animent, fait preuve d'une grande cohésion et d'une relative autonomie par rapport aux aléas politiques ou économiques. En effet le cycle de production des systèmes d'armes est de 25 à 30 ans et soustrait cette industrie aux lois du marché. Représentant actuellement un effort annuel de plus de 100 Milliards de F, l'investissement de défense qui n'a pas diminué malgré la crise, devrait même augmenter pour passer à 150 Milliards dans les quatre ans, si l'on voulait maintenir les engagements des précédentes lois de programmation militaire.

C. Serfati analyse également le poids de ces objectifs de défense dans notre industrie : 5 % des effectifs industriels, 35 % de la dépense nationale de recherche développement, montrant ainsi la mobilisation importante du potentiel scientifique et technique national.

A ce point de l'analyse, la question que l'on est en droit de se poser est la suivante : l'effort consacré à la R et D militaire a-t-il des retombées positives sur l'industrie civile ? C. Serfati explique que, si la réponse a pu être affirmative pendant longtemps avec la création de pôles de compétence en nucléaire, aérospatial et télécommunications en France, elle est beaucoup moins évidente aujourd'hui avec le développement de technologies baroques spécifiques au militaire. Les notions de transfert de technologie ou même de technologies duales sont actuellement remises en cause par la plupart des analystes de l'innovation.

³ F. Chesnais, C. Serfati : l'armement en France, Nathan.

Le développement de nouvelles amies nécessitera donc de plus en plus d'effort, sans que les retombées civiles puissent compenser le drainage des ressources financières et des ressources humaines que cela représente. La France pourra-t-elle toujours se le payer ?

COMMENTAIRES :

Si l'effort global de R et D a objectif de défense est relativement bien connu (Agrégat DBRDM⁴ 1990 = 34,7 Milliards de F), les flux provenant de ce budget vers les laboratoires civils en particulier CNRS et Universités sont beaucoup plus difficiles à appréhender.

On peut tenter de les reconstituer de la manière suivante :

a/	Financement de l'Etat de la recherche en 1990	83,2 GF
b/	Composante défense 1990	29,6 GF
c/	Agrégat DBRDM 1990	34,7 GF
d/	Etudes amont (6 % des dépenses en capital)	6 GF
e/	Etudes amont sous traitées aux universités et laboratoires civils (CNRS, ONERA, CENT, CEA civil)	1,46 GF
f/	Part des laboratoires non spécialisés (6 % de 6 GF) (hors ONERA, CNES, CNET)	0,36 GF

Si l'on rapporte (e) aux contrats de recherche confiés par l'industriel à l'ensemble de la recherche publique civile en 1990 (2 GF) ou (f) aux contrats de recherche industriels des laboratoires CNRS et universitaires associés en 1991 (0,23 GF) on peut en déduire que les études amont confiées par la Défense aux laboratoires civils sont équivalentes et sans doute supérieures à l'ensemble des travaux de recherche confiés par l'industrie à ces mêmes laboratoires.

Deux questions se posent alors à l'observateur :

Quelle a été l'influence de cette emprise du militaire sur les orientations de la recherche civile pendant ces dernières années ?
Cela n'a t- il pas dissuadé par facilité les laboratoires à rechercher des coopérations avec l'industrie civile ?

⁴ DBRDM ; Dépense budgétaire de recherche et développement militaire (Etat de la Recherche 1992).

Quelle sera l'influence d'une réduction des crédits de recherche et développement sur les laboratoires dont ils constituaient une ressource renouvelable chaque année ?

Une plus grande transparence statistique de la part de tous les acteurs publics permettrait de répondre à ces deux questions, avec le complément d'enquêtes régulières⁵ auprès de ces acteurs (DGA, Universités, Laboratoires CNRS).

DESCRIPTEURS :

Armement, Recherche, Conversion

NATURE :

Communication de 16 pages

PUBLIÉ :

en juin 1993

ÉDITEUR :

ECCAR, Economistes Contre la Course aux Armements,
Espace Europe, BP 47, 38040 Grenoble Cedex 9, France

PRODUCTEUR :

Bernard Reverdy,
7 rue du Tour de l'Eau, 38400 St Martin d'Hères, France
pour le compte de « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble ».

⁵ Voir D. Chastenet, B. Reverdy, F. Brunat : Les interfaces Universités-Entreprises, Editions ANCE/DATAR, 1990.

TITRE :

L'utilité sociale des travailleurs des industries d'armement en France en question

AUTEUR :

Bernard Gerbier, professeur,
Faculté des sciences économiques de Grenoble

RÉSUMÉ :

Les positions de principe des syndicats sur la question de la sécurité nationale et sur la situation des industries d'armement.

Les syndicats, particulièrement la CGT, réaffirment toujours leur attachement à la paix, mais ils admettent que le désarmement complet ne pouvant être, pour l'heure, un objectif réaliste, un concept de défense est nécessaire.

Pour FO, la prolifération des armes, notamment atomiques, impose de parvenir à un Ordre International avec réglementation et moyens de police.

Pour la CGT, cet ordre doit éliminer les inégalités et les hégémonies. Elle lie strictement les conditions militaires et non-militaires (principalement économiques) de la sécurité qui doit être collective.

Pour la CFDT, les bouleversements géostratégiques récents imposent une redéfinition de la sécurité que l'on verrait volontiers s'organiser au niveau de la Communauté européenne.

S'agissant du statut de l'industrie de défense, les deux premières centrales insistent pour que cette industrie soit nationale, publique, et qu'elle réponde aux besoins nationaux uniquement. La crise de ce secteur industriel est surtout liée à des contingences économiques estime FO qui demande que la collectivité nationale assume le coût budgétaire de sa politique de défense. La CGT dénonce les choix industriels de spécialisation des grands groupes français de défense qui privent l'économie civile des crédits nécessaires à sa modernisation et ne peuvent correspondre à une logique de désarmement. Il faut, pour elle, relancer une économie civile pacifique, orientée en priorité vers la satisfaction des besoins sociaux. Pour la CFDT, les pertes d'emplois dans l'industrie d'armement sont la conséquence de la remise en cause acceptée d'une stratégie de défense et l'Etat doit compenser cette incidence négative par des mesures spécifiques. Et elle fait des propositions d'accompagnement : réduction massive de la durée du travail,

exportation, diversification. La diversification a la faveur de toutes les centrales syndicales – probablement aussi parce que l'utilisation de ce terme évoquerait davantage un processus de développement qu'un processus de reconversion qui effraie ! Dans l'ensemble, toutes réclament surtout l'implication de l'Etat dans de telles opérations, y compris dans le cadre d'une « loi de programmation de reconversion du secteur défense », notamment pour soutenir une formation-qualification-reconversion vers de nouveaux métiers et pour pousser la Recherche-développement de « technologies duales ». Par ailleurs, la prise de conscience de la nécessité d'adopter une posture plus commerciale pour affronter davantage le marché est également sensible.

La défense des situations acquises.

Le monde syndical français est mobilisé sur la question de la reconversion, mais la situation de crise dissuade aussi les travailleurs de se poser la question de leur utilité sociale car la conversion se fait « sur leur dos » (emplois, statuts), étant donné que la concurrence est déjà vive entre entreprises au niveau national mais aussi au niveau international. Les facteurs qui influent sur la résistance au changement sont les suivants :

- la situation de crise ne frappe pas avec la même intensité les différents secteurs de l'industrie d'armement ce qui explique des différences de mobilisation selon les fédérations.

- le niveau de qualification des travailleurs concernés fait varier les positions concrètes des organisations syndicales. Les ouvriers seraient plus réticents à l'égard des problèmes de conversion si l'on en juge par l'attitude des organisations de base CGT et FO vers lesquelles ils paraissent plutôt se tourner (défense d'un emploi d'autant plus menacé que la qualification est faible ; défense d'un statut réel et pécunier en même temps que d'un statut symbolique qui ont contribué à forger une tradition corporatiste, traumatisme de la prise de conscience de la fin de la sécurité de l'emploi.

- les techniciens et cadres supérieurs, bien que plus déterminés à ne pas se cantonner à la défense de situations, sont de plus en plus touchés par le chômage.

- la « distance hiérarchique » de l'organisation vis à vis de la base. Les sections syndicales, proches de la base, semblent mettre davantage l'accent sur les difficultés concrètes que le niveau plus élevé de la confédération ou de la fédération, plus attaché au long-terme et à une vision stratégique (par exemple : les tracts de la

section CFDT de GIAT-Industries révèlent une plus grande « combativité » que les positions de sa propre fédération).

COMMENTAIRES :

B. Gerbier connaît bien le monde ouvrier et les instances syndicales. Ses observations éclairent certaines positions qui ont été exprimées de façon abrupte en différentes occasions ces dernières années ; par exemple, au moment de l'affaire Luchaire, la déclaration d'un délégué syndical expliquant à la télévision que « si nous les produisons pas (les obus), ce sont nos concurrents italiens qui le feraient » ; ou bien les interrogations d'un observateur de la vie syndicale en Grande Bretagne qui se demande, à propos des difficultés de la reconversion, si les « trade unions » ont vraiment comme souci premier la question de l'emploi plutôt que leur propre devenir en tant que syndicats. Elles témoignent d'une situation qui devient dramatique : cumulant remise en cause généralisée d'un statut matériel et remise en cause idéologique, elle met à nu les contradictions apparemment insolubles des travailleurs et des syndicats concernés.

La méthode d'analyse marxiste des causes structurelles, dont l'auteur est un familier, trouve là une application éclatante. A défaut d'une réorientation générale du système économique, les ajustements industriels, et donc sociaux, vont devoir suivre les dures lois du marché et donc encore aggraver la crise.

Où l'on voit, en tous les cas, que ce n'est certainement pas non plus du niveau d'exécution uniquement, du « terrain » lui-même, que pourront venir les solutions mais d'une véritable concertation de toutes les énergies.

DESCRIPTEURS :

France, Désarmement, Reconversion

NATURE :

Entretien

DATE :

1993/05

PRODUCTEUR :

Richard Pétris

GISEMENT :

Association « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble »
3 rue de Strasbourg, 38000 Grenoble, France.

TITRE TRADUIT :

La dissolution du complexe militaro-industriel du Massachusetts

AUTEURS :

Elyse Cann, Robert Ferrant, pour le compte du Industrial Services Program de l'Etat du Massachusetts.

TITRE ORIGINAL :

The Demise of the Massachusetts Défense connection

RÉSUMÉ :

En dix ans l'économie du Massachusetts a été profondément modifiée : depuis 1982 une grande partie des industries traditionnelles (cuir, textile, machine outil) a disparu. Plus de 1 000 unités industrielles ont du fermer. Pendant ce temps des milliards de dollars étaient versés chaque année par le Département de la Défense aux industries de pointe comme Raitheon et General Electric ou au laboratoires comme le Draper Laboratory et le Lincoln Laboratory, et ceci en particulier pour développer les composants des missiles, les systèmes de communication, l'électronique embarquée, les systèmes de vision de nuit, les nouveaux matériaux pour l'aéronautique... Ce flux de crédit reçu par les premiers contractants était ensuite diffusé auprès de nombreux sous traitants (plus de 1 000 PMI), en particulier ceux regroupés le long de la route 128.

Mais « le miracle du Massachusetts » connaît maintenant ses limites. Les crédits de la Défense reçus par les entreprises et laboratoires de cet Etat sont déjà tombés de 8,7 à 6,9 Milliards de dollars en deux ans de 1989 à 1991. Et ceci n'est que le début d'une décroissance largement annoncée dès 1991. Les enquêtes menées à la demande des services économiques du Gouverneur ont montre que plus de 13 % de l'économie dépendait des crédits de Défense soit près de 355 000 emplois.

Face à cette décroissance, les grandes entreprises ont rapidement réagi, soit en diminuant très vite leurs effectifs, soit en vendant carrément des départements entiers : ainsi Général Dynamics a vendu sa division missiles à Hugues Aircraft et Général Electric sa division aérospatiale à Martin Marietta. On assiste donc à une rapide concentration avec adaptation des derniers restants au volume plus réduit des commandes de l'Etat Fédéral.

Mais le souci de l'Etat du Massachusetts, c'est le sort des PMI de haute technologie qui se sont développées en sous-traitance des grosses unités. Ainsi l'enquête examine-t-elle plus particulièrement trois secteurs exposés : l'électronique, le travail des métaux et la plasturgie dépendant pour leur chiffre d'affaires, respectivement à 44 %, 39 % et 27 % des activités de défense. Toutes ces sociétés ont investi dans la technologie, en particulier en contrôle numérique et en CAO. La principale préoccupation est due à ce que la diversité industrielle de la région a diminué, réduisant d'autant les possibilités de nouveaux marchés.

Le rapport propose au Gouverneur de placer en tête de ses priorités une stratégie spécifique pour ces petites et moyennes entreprises reposant en particulier sur l'identification de nouveaux besoins pour la société américaine : transports rapides, santé, environnement. Il est en particulier proposé de s'appuyer sur les réseaux entre sociétés industrielles ou entre entreprises et universités et de mobiliser syndicats ouvriers et patronat local dans cette stratégie.

COMMENTAIRES :

L'Etat du Massachusetts n'est pas le seul à se préparer à intervenir dans ce qui est considéré comme l'une des préoccupations majeures des responsables de l'économie américaine pour les prochaines années : les Etats du Texas, de la Californie, de Virginie et de Washington ont engagé des réflexions stratégiques identiques afin de faire face à la conversion du million de postes de travail supprimés sur les bases ou dans les usines dans les cinq années à venir.

Chacun de ces Etats se prépare également à utiliser au mieux les 20 milliards de dollars que l'Administration Clinton envisage de distribuer aux entreprises, centres de recherche et collectivités locales dans le cadre de la « Défense reinvestment and conversion initiative » proposé au Congrès en mars 1993.

Dès juillet 1993 un programme de 470 millions de dollars va être engagé dans le cadre d'un appel d'offres auprès des entreprises et des laboratoires, leur demandant de se regrouper pour développer ensemble des technologies duales à applications aussi bien civiles que militaires. Cependant beaucoup d'experts restent sceptiques sur ce redéploiement, d'une part parce que cette initiative gérée par l'ARPA dépendant directement du Pentagone est beaucoup trop centralisée et perpétue les défauts des appels d'offres du Département de la Défense, d'autre part parce qu'aucune conversion

n'est possible pour ces entreprises de haute technologie, s'il n'y a pas une demande simultanée du marché pour des produits incorporant cette technologie.

Lester Thurow (MIT) plaide pour une véritable politique industrielle qui donnerait de nouveaux objectifs à la recherche et le développement pendant trop longtemps orientés vers les besoins technologiques de défense (« Needed : civilian R and D » in the Boston Globe, mai 1993).

Seymour Melman (University of Columbia) propose un ambitieux programme d'investissement public et de reconquête de secteurs industriels délaissés : transports publics, télécommunications, habitat, santé, environnement (« Rebuilding America, a new economic plan for the 1990's »).

Walter Morrow, directeur du Lincoln Laboratory, laboratoire du MIT travaillant jusqu'à présent exclusivement pour la défense, propose de mettre les ressources de son laboratoire au service de projets civils et de développer l'essaimage.

Plus modestement, John Hoops, responsable du Bay State Center for Applied Technology, aide les PMI à créer des réseaux pour se placer sur les secteurs en croissance : biomédical, instrumentation, télécommunications, environnement, et utiliser au mieux les crédits fédéraux de la conversion.

L'expérience régionale de conversion au Massachusetts est intéressante à suivre parce qu'elle mobilise aussi bien les grandes entreprises, les grands laboratoires que les nombreuses PMI. Le sujet est débattu ouvertement par tous les partenaires qui ne se cachent pas les difficultés qui les attendent.

DESCRIPTEURS :

Conversion, Désarmement, Economie régionale

NATURE :

Rapport de 35 pages

PUBLIÉ :

en mars 1993

ÉDITEUR :

The Industrial Services Program,
Massachusetts Secretary of Economic Affairs Boston, Ma, Etats-
Unis

PRODUCTEUR :

Bernard Reverdy, 7 rue du Tour de l'Eau,
38400 St Martin d'Hères. France
pour le compte de Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble.

TITRE :

Flexibilité et conflits d'interprétation dans la fabrication d'un système d'arme

AUTEUR :

Donald MacKenzie. *Inventing Accuracy. A Historical Sociology of Nuclear Missile Guidance.*

RÉSUMÉ :

Le processus de fabrication des instruments qui confèrent aux missiles nucléaires une grande précision est une suite de compromis socio-techniques plus ou moins durables. Ni la forme ultime de la technologie, ni les partenaires qui contribuent à sa réalisation, ni ses usages ne sont clairs et définis à l'avance une fois pour toutes. Au contraire. Le système de guidage des missiles balistiques est le fruit de négociations et d'échanges. La technologie demeure longtemps flexible, voire duale. Elle se transforme au gré des conflits d'interprétation.

1. Une technologie civile ou militaire ? Nul ne savait exactement quelle serait l'application finale des systèmes de guidage. Dans les années 1970, la troisième génération d'appareils de guidage mise au point par le laboratoire de Charles Draper était dans ce cas. Draper lui-même souhaitait que des financements non-militaires puissent soutenir ses projets. La pression de mouvements antinucléaires contribua à la recherche de partenaires civils. Il voulu obtenir le soutien de la NASA et s'efforça de montrer que la navigation des avions civils nécessitait le développement d'une troisième génération d'instruments de guidage. Des raisons sociales et non technologiques ont empêché ces projets d'aboutir. Draper manquait de contacts dans le monde de l'aviation civile dont les investissements étaient tournés vers des systèmes de navigation et de contrôle aérien bases sur terre.

2. Le système de guidage avant le missile. Même lorsqu'il devient probable que le système de guidage sera utilisé à des fins militaires, les conflits d'interprétation ne cessent pas. La technologie demeure flexible. Charles Draper pense d'abord lier le système de guidage au développement des missiles de croisière entre les années 1970 et 1980. Mais il ne parvient pas à devenir un point de passage obligé. Les spécifications qu'il propose sont jugées inadéquates. Le programme du système de guidage est finalement lié au domaine traditionnel des missiles balistiques et plus particulièrement aux

missiles balistiques anti-force. La précision des missiles était alors suffisante pour détruire les villes. Mais si les missiles devaient être dirigés sur des cibles précises et durcies (comme les silos des missiles adverses) une nouvelle génération d'instruments était nécessaire.

Le système de guidage était porteur de significations différentes pour ses divers inventeurs et pouvait aussi représenter une solution à différents problèmes. Les partisans de la précision ont soutenu le développement des instruments de guidage avec en tête l'extrême précision des missiles. Ils étaient moins certains du missile pour lequel cette précision serait nécessaire, le système de guidage était à la recherche d'un missile. La technologie militaire n'est donc pas prédéfinie. Elle est le fruit de multiples compromis entre groupes et intérêts.

3. Lutte pour les usages du système d'arme et fabrication de la technologie. Dans la fabrication du missile Poseidon de la Marine Américaine, différentes options pour son utilisation et son intégration dans des orientations stratégiques ont produit de multiples effets sur les caractéristiques du missile. Au sein de la Marine le Spécial Projects Office et l'Office of the Chief of Naval Operations entrèrent en conflit sur l'utilisation potentielle des missiles (arme anti-force ou arme de dissuasion modernisée ?) et par conséquent sur leurs équipements et leurs spécialisations.

Le guidage stellaire par inertie est ballotté entre de multiples priorités et de nombreux acteurs : différentes conceptions de la stratégie nucléaire nationale, différents points de vue sur la stratégie appropriée d'une armée face à une autre, les conflits entre laboratoires, la difficulté à négocier une technologie qui vient troubler la division du travail établie. Lorsqu'il veut aboutir, Draper assure ses partenaires de la justesse de ses vues, il veut les convaincre que ses projets vont aboutir. Ses prophéties sur la précision se réalisent d'autant mieux une fois qu'un nombre suffisant de partenaires lui a fait confiance et lui a permis de poursuivre ses recherches. Pour faire triompher leurs conceptions les protagonistes s'efforcent de les stabiliser en les inscrivant dans le système d'arme. Même les organisations qui bénéficiaient d'une prééminence hiérarchique se sont rendu compte que pour faire valoir leurs conceptions, il était nécessaire de les traduire en détails techniques. La fabrication de la technologie militaire est la continuation de luttes politiques par d'autres moyens.

COMMENTAIRES :

En détaillant le processus de fabrication du système de guidage des missiles balistiques, Donald MacKenzie montre les conséquences des conflits sur les caractéristiques de la technologie ou la nature de ses usages. L'enjeu essentiel de la fabrication d'un système d'arme réside dans les transactions et les oppositions qui se succèdent lors de sa conception et de sa fabrication. Les protagonistes passent des compromis, s'efforcent de faire accepter leurs vues, de négocier, de chercher des alliés et surtout d'inscrire leurs conceptions dans la technologie.

Deux questions méritent d'autres explorations.

Peut-on mieux discerner les différents réseaux d'acteurs à l'oeuvre dans le processus ? Tous sont-ils équivalents ? Qu'est-ce qui fait leur force et leur faiblesse ?

L'approche de Donald MacKenzie présente un grand intérêt pour la description des transformations des systèmes d'arme, pour les cas d'innovation, de découvertes. Qu'en est-il du travail quotidien des ingénieurs ? Qu'en est-il des simples améliorations de systèmes d'arme ? Comment penser les systèmes d'armes existant et, comme l'auteur le suggère en conclusion, leur « désinvention » ?

DESCRIPTEURS :

Amérique, Etats-Unis, Désarmement, Reconversion

NATURE :

livre

LANGUE :

Anglais

PUBLIÉ EN :

1990

ÉDITEUR :

The MIT Press – Cambridge (Mass.), USA

COLLATION :

Pages : 464 p.

NOTES :

Pascal Vennesson, docteur en science politique, est maître de conférence et allocataire de recherche à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

DATE :

1993/05

PRODUCTEUR :

Pascal Vennesson

GISEMENT :

Association « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble », 3, rue de Strasbourg, 38000 Grenoble, France.

TITRE TRADUIT :
« Chute libre »

AUTEUR :
Joel Schumacher, réalisateur de film.

TITRE ORIGINAL :
« Falling down »

RÉSUMÉ :

Le synopsis

« Le 12 juin 1991 : aux premières heures du jour le plus chaud de l'année, les routes qui mènent au centre de Los Angeles sont déjà engorgées. Les voitures roulent au pas, pare-choc contre pare-choc, la tension monte de minute en minute. Pris dans l'embouteillage, un employé de bureau – chemisette blanche, cheveux en brosse, lunettes à grosses montures – craque soudain et abandonne son véhicule immatriculé “D-FENS”. Emportant pour tout bagage un attaché-case, l'inconnu se dirige vers une superette, demande de la monnaie pour appeler son ex-femme, Beth, et sa petite fille dont c'est l'anniversaire.

Devant le refus du commerçant coréen, D-FENS explose et détruit les rayons à coups de batte de base-ball.

Un homme ordinaire vient de basculer en chute libre dans la violence et la folie... »

« On m'a dit que j'étais utile ! »

On comprend plus loin que cet Américain moyen qui « craque », cet « homme ordinaire en guerre contre la société », comme le précise l'affiche, travaillait pour un fabricant de missiles, pour le ministère de la défense donc. Il a perdu son emploi et n'en comprend pas la raison. Le contexte est celui d'une Amérique qui change et dans laquelle cet Américain ordinaire ne se reconnaît plus. C'est le contexte du chômage et de la violence urbaine, en particulier à Los Angeles, où d'ailleurs ont éclaté les graves émeutes de mai 1992, au moment du tournage.

COMMENTAIRES :

Lors de la présentation du film au Festival de Cannes, le réalisateur, et Michael Douglas qui tient le rôle principal, ont reconnu qu'ils avaient fait un film « politique » traitant de la déchéance d'une

certaine Amérique, un film qui est au centre de polémiques aux Etats-Unis où les communautés minoritaires lui reprocheraient un certain racisme.

Ce « récit de la réalité urbaine », comme l'annonce l'affiche, montre bien la violence qui affecte toutes les couches d'une société qui ne peut être harmonieuse. Mais ce n'est pas par hasard que l'on a choisi de mettre en scène une certaine catégorie professionnelle qui peut se sentir particulièrement frustrée aujourd'hui. Des hommes s'accrochent à des situations qu'ils ne retrouveront plus : ils apparaissent comme des « dinosaures », incapables de s'adapter.

On pense inévitablement à deux choses :

– aux entreprises elles-mêmes qui les employaient et dont la reconversion, dans un monde en pleine évolution, pose d'énormes difficultés. La Californie est particulièrement touchée par les pertes d'emploi consécutives aux réductions des dépenses militaires : la revue *Defence Week* indiquait récemment que, depuis 1988, 130 000 emplois de l'industrie aérospatiale y ont été perdus. La gravité de cette situation dans plusieurs « communities » a conduit le gouvernement fédéral à participer à la recherche de solutions au niveau local.

– ce film a été présenté en France peu de jours après une prise d'otages spectaculaire dont l'auteur ressemblait en plusieurs points au personnage de la fiction. Il s'est aussi laissé glisser en chute libre en montant un véritable « scénario » de « bombe humaine » !

DESCRIPTEURS :

Amérique du nord, Etats Unis

**Chômage, Désarmement, Evolution d'une société,
Reconversion**

NATURE :

Film

LANGUE :

Anglais

PUBLIÉ EN :

présenté à Cannes le 22 mai 1993

DATE :
1993/05

PRODUCTEUR :
Richard Pétris

GISEMENT :
Association « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble », 3 rue
de Strasbourg, 38000 Grenoble, France.

TITRE ORIGINAL :**Le parc technologique de Savoie-TECHNOLAC**

La reconversion de la base aérienne du Bourget du Lac

AUTEUR :

Jean-Jacques Duchène, Secrétaire-général du syndicat mixte responsable des travaux d'aménagement

RÉSUMÉ :

Les derniers militaires de la base aérienne du Bourget du Lac, près de Chambéry (Savoie) sont partis en septembre 1985. Elle en comptait de 1 200 à 1 500. La fermeture a été décidée par la Loi de programmation militaire de 1983, dans le cadre d'économies de fonctionnement devant permettre d'autres dépenses d'investissement. 75 has bien situées se trouvaient disponibles et un syndicat mixte regroupant le Département de la Savoie et les 4 communes concernées, auxquels s'est associée la Chambre de commerce de Chambéry et de la Savoie, avait été créé, au mois de mai, à l'initiative de Préfet de Savoie et des élus locaux.

L'idée de création d'une technopole ou d'un parc technologique l'emporte sur divers projets d'aménagement en zone de loisirs (Club Méd., tennis, chenil,...).

Une zone d'aménagement concerté a été créée en fin 1987 après l'acquisition des terrains.

Il fallait susciter un esprit d'entreprise pour faire avancer une démarche d'ampleur départementale visant à réformer l'économie de la Savoie. On comptait s'appuyer sur l'implantation d'une activité nouvelle de Renault, mais ce projet n'a pas abouti et la véritable « locomotive » a été l'Université de Savoie qui a su profiter rapidement des installations existantes déjà vouées à la formation puisqu'il s'agissait d'une base école pour partie.

50 entreprises se sont installées autour des thèmes forts (informatique, matériaux composites, génie de la construction et génie de l'environnement) correspondant aux spécialités de l'Université de Chambéry-Savoie. Sur 10 % de terrains disponibles commercialisés, cela représente 800 emplois auxquels s'ajoutent les emplois universitaires et 2 000 étudiants.

Au bout de 7 à 8 ans, on peut considérer que l'opération est réussie et qu'elle a atteint son équilibre. Elle représente d'ores et déjà une source d'enrichissement fiscal pour les communes concernées et les

avantages économiques recherchés devraient être encore plus importants par la suite.

Ceci a été obtenu malgré très peu d'argent reçu de l'Etat sous forme de subventions directes : 125 000 F du Ministère de la défense et 125 000 F de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR). En revanche, l'Etat a consenti un effort financier au niveau de la cession foncière.

Le département de la Savoie alimente le budget du syndicat à hauteur de 50 %. En ce qui concerne les charges, il faut remarquer le surcoût représenté par la nécessité de démolir des bâtiments à cause de leur vétusté ou de leur « look ».

Les perspectives de développement sont importantes puisque celui-ci pourrait concerner une zone de 200 has à terme où pourraient se fixer, dans 15 à 20 ans, de 6 000 à 10 000 emplois et une population totale de 30 000 habitants environ.

COMMENTAIRES :

L'exemple est de dimensions réduites mais présente des aspects intéressants à plus d'un titre.

La transformation du site a servi le développement économique d'une région.

Les investissements qui ont été nécessaires pour lancer le projet et procéder aux aménagements illustrent cette nécessité d'une mise de fond initiale si on veut pouvoir retirer ensuite des « dividendes de la paix ». Ceux-ci doivent être envisagés de manière globale, comme doit l'être la conversion elle-même.

DESCRIPTEURS :

France, Savoie

**Aménagement du territoire, Développement régional,
Désarmement, Reconversion**

NATURE :

Entretien

DATE :

1993/05

PRODUCTEUR :

Richard Pétris

GISEMENT :

Association « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble », 3 rue de Strasbourg, 38000 Grenoble, France.

SUR LE SENTIER DE LA... RECONVERSION BARCELONE-OXFORD-STRASBOURG

Richard PETRIS

Barcelone, Oxford, Strasbourg, trois rencontres différentes et complémentaires auxquelles je viens de participer pendant le seul mois de juin. Un parcours qui a suivi un enchaînement logique, démontrant l'utilité des réseaux. Bien qu'essentiellement européen, il ne pouvait ignorer la mondialisation des problèmes. L'achever à Strasbourg, au coeur du réseau des institutions européennes en perpétuelle gestation, non seulement permettait de « vérifier » la pertinence de notre dossier sur la reconversion mais projetait également celui-ci vers l'avenir.

3-4-5 juin, IV^e Rencontres internationales de Barcelone : « Quelle défense pour l'Europe de demain ? »

A l'initiative de la Fundacio per la Pau.

Animés de « la volonté de collaborer dans la construction d'une Europe large et solidaire », les organisateurs ont estimé « qu'au moment où l'Europe se dote de nouvelles institutions, il faut que les citoyens ne laissent pas les seuls gouvernants décider de l'organisation de la défense », et qu'il fallait notamment « échanger des points de vue sur d'autres modèles de défense, pousser à la réduction des dépenses militaires et réorienter les ressources vers la satisfaction des besoins sociaux et vers des dépenses de développement dans le tiers monde ».

Des débats auxquels participèrent environ soixante personnes, (pour moitié des Catalans, d'autres Espagnols et des Portugais), il ressort clairement que dans le nouvel état de l'Europe et du monde, depuis la fin de la confrontation Est-Ouest, le concept de « sécurité » paraît plus approprié, plus fécond, que celui de « défense ». En effet, il intègre mieux l'ensemble des menaces et des nouveaux défis qu'il faut relever aujourd'hui : réflexes identitaires, risques d'explosion sociale, dégradation de l'environnement, etc. Des communications, notamment celle de Daniel Plesch, directeur du British American Security Information Council, et celle d'un représentant de l'OTAN, allaient dans le même sens.

On remarqua également les interventions très claires du directeur de l'International Institute for Peace de Vienne, en Autriche

(organisation indépendante, lancée en 1988), Lev Voronkov qui est également animateur de la commission sur les problèmes de reconversion de l'International Peace Research Association (IPRA). Ce spécialiste de sciences politiques – il a été membre, pendant dix-huit ans, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences de l'URSS – insiste sur l'originalité de la situation actuelle : la disparition des causes d'affrontement de la Guerre froide et la possibilité désormais de régler les problèmes par d'autres voies que militaires. La suppression de l'OTAN, qui peut effectivement paraître anachronique dans le nouveau contexte international, ne lui semble pas une urgence. Il est bien plus important, dit-il, de s'occuper des dimensions économiques et sociales de la sécurité qui requièrent les efforts conjoints des adversaires d'hier. L'ex-URSS, en particulier, a besoin de la coopération internationale. Quant à la situation en ex-Yougoslavie, elle révèle que la mobilisation d'un réseau d'organisations décidées à agir en faveur des droits de l'homme est une priorité. Aujourd'hui, il est moins important d'être « anti » – militariste notamment – que « pro » – droits de l'homme par exemple !

7-8 juin, mini-séminaire à Oxford : « Vers l'économie de la paix ».

A l'initiative de l'Oxford Research Group et de Roger Williamson.

Il s'agissait de la réunion d'un petit groupe international d'experts qui avait pour objectif de rédiger une déclaration précise et brève sur les chances et les difficultés d'une reconversion globale, *The Oxford Manifesto : Towards the peace economy*.

Les neuf participants (cinq Anglais, un Allemand, un Américain, un représentant de l'Assemblée des Citoyens d'Helsinki, un Français) ont regretté l'absence des Russes, empêchés pour des raisons pratiques. Ils se sont félicités du soutien matériel de la Fondation pour le progrès de l'homme et se sont montrés curieux des suites du travail du Groupe de Vézelay auquel la déclaration est liée. La participation de l'économiste américain, John Tepper Marlin, qui appartient à l'association américaine ECAAR (Economists Allied for Arms Reduction) a contribué à stimuler le groupe par l'expression d'une préoccupation typiquement nord-américaine – un brin provocatrice mais nécessaire ! – à l'égard de l'efficacité de la démarche.

Sur le fond, l'accord s'est réalisé préalablement sur l'idée que l'essentiel aujourd'hui est la mise en place d'une « économie de paix ». Trois points ont été particulièrement soulignés :

- le traitement de la conversion au niveau régional et local semble le plus prometteur.
- l'incompatibilité entre l'exportation des armes et une économie de paix.
- l'urgence d'une action en faveur de la conversion en ex-URSS.

- Le même jour, *Le Monde* publiait un entretien avec le président-directeur général de l'Aérospatiale, en France, qui déclarait attendre du ministère de la Défense un soutien au développement des exportations ! Dur rappel aux réalités ! Ceci donne une idée de l'importance du travail d'information et de sensibilisation, qui reste à faire. Une dimension essentielle d'une stratégie de conversion, sur laquelle nous n'avons sans doute pas suffisamment insisté.

**24-25 juin, conférence au Parlement européen à Strasbourg :
« La reconversion de l'industrie d'armement dans les pays de la
Communauté européenne ».**

A l'initiative du Groupe des Verts au Parlement européen.

L'objectif de cette conférence était de dresser un état des lieux mais aussi des perspectives et de réfléchir à l'utilisation des fonds européens. Y participaient quatre-vingts personnes, représentant surtout les pays européens les plus concernés par ce problème (Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie) et reflétant des sensibilités différentes (écologes « bon teint », écologes « réalistes », féministes, pacifistes, syndicalistes, chercheurs, etc.). Le niveau, de connaissance sur la question s'est avéré inégal (experts, fonctionnaires, élus locaux, parlementaires, etc.). On retiendra quelques idées exprimées lors de ces deux journées.

- De l'avis général, il n'existe nulle part de véritable volonté politique de conversion. D'où l'absence de moyens à la hauteur du problème.

- Rien de probant ne semble pouvoir venir du côté des syndicats qui, par crainte d'aggraver encore la situation des travailleurs, ne disposent guère de moyens de pression sur les entreprises. Ils en appellent largement à la responsabilité des pouvoirs publics.

- La politique d'aide de la Commission européenne à travers le programme KONVER qui vise à favoriser la reconversion

et la diversification économiques dans les régions fragilisées par le déclin des industries et installations militaires, apparaît évidemment comme insuffisant. Néanmoins, il s'agit d'une procédure susceptible de se renforcer en volume (KONVER avec 130 millions d'Ecus a déjà largement dépassé les 40 millions de la ligne budgétaire spéciale PERIFRA en 1991), mais aussi en ambition ; il lui faudra pour pouvoir aider directement les régions les plus concernées, surmonter le principe de la « subsidiarité » qui contraint à passer par les Etats.

En ce qui concerne les perspectives, les Verts n'ont pas fait mystère de leur volonté de modifier l'article 223 du traité de Rome qui protège la souveraineté des Etats membres en matière d'armement (déclaration de Virginio Bettini). La nécessité d'un contrôle de la production et de la commercialisation dans ce domaine est effectivement un élément de la panoplie du plan de restructuration qui s'impose. Les parlementaires qui ont pris l'initiative de cette conférence, en particulier Aline Archimbaud et Solange Fernex, ont souligné plusieurs points sur lesquels les participants sont d'accord : l'existence d'une opportunité pour agir, une volonté d'anticipation, une volonté de transparence et de démocratie, enfin, une évidente nécessité de politiques transversales (concertation au niveau local entre toutes les parties concernées mais aussi création d'un véritable réseau entre les pays de la Communauté, voire avec ceux qui n'en font pas partie, pour partager des expériences).

Malgré l'intérêt de la rencontre, il m'a semblé qu'un débat de fond n'a pas pu se développer suffisamment : S'agit-il d'aider les industries d'armement à se convertir ou bien d'agir clairement pour une économie de la paix ? Dans un cas, on défend plutôt des emplois, on s'accroche à ce qui est définitivement condamné ; dans l'autre, on cherche à créer de nouveaux emplois, à nourrir une nouvelle croissance pour demain ! Les deux approches sont sans doute nécessaires et complémentaires. Mais le « flottement » perceptible à la fin de la réunion résultait certainement de cette insuffisante clarification entre d'un côté, le réalisme des experts – les réalités économiques, la politique industrielle, une politique européenne commune, etc. – et l'aspiration écologico-pacifiste de l'autre – remplaçons les « vaches sacrées » de la défense et des industries d'armement par les « vaches sacrées » des besoins sociaux, de l'humanitaire, de l'environnement, etc. !

Il m'est également apparu que l'effort d'intégration européenne, oeuvre de très longue haleine, ne peut qu'être favorable à cette autre entreprise considérable que représente la reconversion. Les Verts seraient bien inspirés d'explorer cette éventuelle synergie. Pendant la conférence, dans le hall du Palais de l'Europe, une exposition célébrait le centenaire de la naissance de Louise Weiss, « Grand-Mère de l'Europe » qui, en son temps, ne cachait pas son intérêt pour une « défense commune » !

LE MANIFESTE D'OXFORD

CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE DE LA PAIX

Universitaires, chercheurs et citoyens, nous nous sommes rencontrés à Oxford les 7 et 8 juin 1993. Nous constatons les énormes opportunités qui se présentent du fait de l'effondrement des tensions Est-Ouest, mais nous constatons avec un souci croissant que nous sommes en train de les laisser se perdre. Nous partageons la vision d'une économie basée sur une activité productive soutenue tournée vers les besoins des citoyens plutôt qu'une économie qui détourne de précieuses et rares ressources vers des préparatifs de guerre.

Les menaces qui pèsent sur la survie de l'homme sont enchevêtrées et globales. La dévastation écologique, la dislocation sociale, les guerres conventionnelles et interventions militaires, la répression intérieure et les décennies de menaces mutuelles d'annihilation nucléaire ont causé des dommages presque irréversibles.

Nous avons un avenir commun ou pas d'avenir du tout. La pollution de l'air et de l'eau, l'échauffement de l'atmosphère et l'appauvrissement de la couche d'ozone ne s'arrêtent pas devant des frontières nationales ; les radiations n'ont pas besoin de visa pour entrer dans nos pays ; de plus en plus, nous sommes une communauté planétaire.

L'expérience des dernières décennies toutefois a été la diminution constante de la sécurité en même temps que l'augmentation des armes destructives coûtant de plus en plus cher. Cette voie constitue une impasse, et nous devons changer de direction. Nous ne pouvons pas continuer ainsi.

Les événements de l'automne 1989, lorsque des citoyens sans armes mirent fin à la guerre froide et au partage militaire de l'Europe, ont rempli le monde d'espoir. Le vieux monde de la guerre froide est mort, mais le nouveau monde d'une économie de paix forte doit encore voir le jour.

La vision d'une économie de paix peut unir le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, les conservateurs et les radicaux dans la recherche de :

- la réorientation des dépenses militaires vers la défense de l'environnement

- la réorientation des ressources investies dans la menace militaire en faveur de structures communes de la sécurité économique et sociale

- la réorientation de l'activité économique de la recherche, de la production, du déploiement, du transfert et de l'utilisation des armes vers les priorités civiles.

La transition vers une économie de la paix vivable, au niveau tant national que planétaire, est un processus long et compliqué. Accélérons les processus du changement et saisissons autant que faire se peut les opportunités qui s'offrent à nous.

PROGRAMME POUR L'ÉCONOMIE DE LA PAIX

1. Nous devons nous transformer en une économie de la paix – par le démantèlement des structures militaires et économiques de la guerre froide aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

Pendant plus de quatre décennies, d'énormes quantités d'argent, de compétences et d'efforts ont été consacrées à la guerre froide. Alors que les dépenses soviétiques ont chuté de 62 % de \$ 241,5 milliards en 1985 (prix et taux de change de 1985) à \$ 91,6 milliards en 1991 avant l'éclatement de l'Union Soviétique, les dépenses militaires de l'OTAN, pendant la même période, n'ont diminué que de 11 % de \$ 358,0 milliards à \$ 317,3 milliards (chiffres cités d'après l'Institut international des études stratégiques, *The Military Balance 1992-1993*, p. 218). L'Ouest doit maintenant s'ajuster à cette évolution en changeant de priorités et en réduisant ses propres dépenses militaires du même ordre de grandeur. De nombreuses menaces qui pèsent sur notre sécurité ne sont pas reconnues comme il se doit et sont objectivement aggravées par le mauvais emploi qui est fait de nos ressources.

2. Le processus de conversion des activités militaires vers les activités civiles s'accomplit trop lentement

Aujourd'hui, environ 32 millions de personnes font partie de forces armées, et 15 millions sont employées à la production d'armes (chiffres publiés par Herbert Wulf, Arms Industry Limited). 90 % de

la production militaire sont réalisés aux Etats-Unis, dans les Etats de la C.E.I. (l'ancienne Union Soviétique) et dans la Communauté Européenne. Alors que les dépenses militaires et les ventes d'armes ont diminué dans le monde entier au cours des cinq dernières années, elles absorbent toujours une part disproportionnée et inacceptable des ressources du monde et constituent un danger pour la paix. Les régions dans lesquelles les dépenses militaires sont en augmentation, comme l'Asie-Pacifique, la Turquie et la Grèce, doivent renverser la tendance.

3. Les approches régionales et communautaires tendant vers une conversion sont les plus prometteuses

La conversion nécessaire de la production militaire vers la production civile s'avère difficile et décevante. Même là où les gouvernements nationaux ont tenté des plans ambitieux de conversion du militaire au civil, ces plans centralisés ont échoué (comme dans l'ancienne Union Soviétique). D'autre part, les approches basées sur les usines ont connu des succès limités. La méthode la plus prometteuse se base généralement sur les approches régionales et communautaires d'une régénération économique, et elle emporte des succès manifestes et encourageants.

4. Le commerce mondial des armes n'est pas le moyen de promouvoir ni de financer l'économie de la paix et doit être soumis à des efforts plus intenses tendant vers des initiatives de contrôle multilatéral.

La volonté politique internationale de restreindre le transfert des armes à l'époque de la guerre du Golf s'est volatilisée. Le Moyen Orient et l'Asie du Sud-Est se sont lancés dans des achats massifs d'armements et les nations productrices se livrent une compétition acharnée pour les fournir.

Quelques gouvernements producteurs d'armements ont même avancé l'argument que la conversion n'est possible que par la vente d'armes. C'est une approche dangereuse et autodestructrice. Il faut développer davantage le registre de transfert des armes de l'ONU, et d'autres mesures efficaces doivent être prises pour prévenir le transfert des armes vers les zones de tension et de guerre et vers les gouvernements répressifs.

5. Les fonds publics de recherche et développement (R & D) doivent être consacrés aux priorités sociales et écologiques et non militaires.

La Commission Brundtland a constaté qu'un demi million de scientifiques dans le monde entier sont engagés dans la recherche relative aux armements – absorbant la moitié des dépenses de R & D) du monde. L'avenir de l'humanité dépend de l'investissement de ces capacités en faveur des besoins sociaux et écologiques. Seule une nouvelle affectation des ressources publiques et gouvernementales peut fournir les moyens et la coordination correspondant à une telle réorientation des priorités.

6. L'économie de la paix dépend d'une approche coordonnée pour assister la transformation dans les pays de l'ancien pacte de Varsovie.

La stabilisation économique et sociale des pays de l'Europe de l'Est ne peut être obtenue sans une assistance financière et économique substantielle et bien orientée de la part de l'Ouest. Il faut, à cet effet, une approche basée sur la coopération, sur l'expérience locale et sur les forces locales plutôt que l'application imposée de modèles occidentaux.

7. Le progrès vers une économie de la paix est capital pour le développement du monde entier

Comme on a noté au Sommet Mondial de 1992, la sécurité internationale comporte plusieurs aspects tels que les budgets d'aide, les investissements consacrés à la conservation de l'énergie et aux énergies renouvelables et les restrictions imposées en matière de pollution. La Commission du Sud a affirmé que peu de pays peuvent justifier que leur niveau de dépenses militaires correspond aux menaces réelles pesant sur leur sécurité. A moins que des réductions substantielles et une restructuration économique ne soient réalisées dans le monde entier, il sera de plus en plus difficile de vaincre la pauvreté et le dépérissement de l'environnement. En fournissant une aide au développement, les pays donateurs doivent encourager les pays bénéficiaires à diminuer leurs dépenses militaires pour assurer une utilisation efficiente des ressources, tout particulièrement au moyen du dialogue politique.

L'économie de la paix demande une nouvelle vision de la sécurité militaire, économique et écologique basée sur les droits et responsabilités de tous.

Nous appelons les citoyens et leurs élus à agir selon ces recommandations.

Nous vous invitons et vous encourageons à soutenir cet appel.

Signataires et co-auteurs (prenant part à titre personnel)

Ulrich Albrecht, Dipl.-Ing. (ingénieur aéronautique) ; professeur chargé d'études de la paix et des conflits, Université Libre de Berlin ; ancien consultant du Département des Affaires de Désarmement, Nations Unies ; en 1990, directeur de l'équipe de planification au Ministère des Affaires Etrangères de la RDA ; publications sur la conversion et autres possibilités du secteur de l'armement.

Jiri Matousek* ; Professeur à l'Université de Brno.

John Tepper Marlin ; Conseiller principal au « Conversion information Centre », un projet du Conseil des Priorités Economiques, New York ; co-auteur de *Building à Peace Economy*.

Yahia Said ; coordinateur du projet de conversion à l'Assemblée des Citoyens d'Helsinki, Prague.

Peter Southwood ; Co-directeur du Projet de Démilitarisation ; membre de l'atelier Pugwash sur la conversion des R&D militaires ; ancien membre du Comité Directeur sur la conversion de la Défense de l'Office des Sciences et de la Technologie du Parlement du Royaume-Uni ; auteur de *Disarming Military Industries*.

Nobuyuki Sugimoto⁶ ; Directeur de la Division Coopération Multilatérale au Ministère Japonais des Affaires Etrangères.

Tony Voss ; ancien chercheur sur la conversion, du Groupe de Recherches d'Oxford ; et auteur de *Converting the Defense Industry*.

Susan Willet ; économiste de défense, Centre d'Etudes sur la Défense au Kings College, Université de Londres ; auteur de *Conversion Policy in the UK* et de *Controlling the Arms Trade : Supply and Demand Dynamics*.

Roger Williamson ; Chercheur sur la paix et théologien ; auteur de *Profit without Honour* ; *Ethics and the Arms Trade* ; ancien directeur du Life and Peace Institute, Suède.

⁶ N'a pas assisté à la conférence, mais a pris part à la rédaction du Manifeste.

Herbert Wulf⁷ ; Professeur à l'Université de Hambourg ; auteur de textes sur la conversion et l'industrie de la défense ; auteur de *Arms Industry Limited*.

Paul Ingram, secrétaire du Manifeste d'Oxford et chercheur au Oxford Research Group.

⁷ N'a pas assisté à la conférence, mais a pris part à la rédaction du Manifeste.

**DOSSIERS DEJA PARUS
DANS LA COLLECTION
DOSSIERS POUR UN DEBAT**

1. **Pour des agricultures paysannes**, par Bertrand Delpuch (*un argumentaire en faveur des agricultures paysannes et une réflexion sur leurs conditions de développement*) FPH, mars 1989, 106 p. (existe également obtenu en portugais).
2. **Désétatisation et décollectivisation du secteur agricole dans les pays socialistes de l'Est et du Sud**, dossier coordonné par Laurent Raguin (*restitution d'interviews et de synthèses sur une dizaine de cas, allant du Cambodge au Pérou en passant par la Hongrie, la Tanzanie, etc.*) FPH, nov. 1989, 172 p. (existe également en espagnol et en portugais)
3. **Inventions, innovations, transferts : des chercheurs mènent l'enquête**, dossier coordonné par Monique Peyrière (du camembert moulu à la louche à l'invention de la 2 CV, l'histoire d'innovations techniques singulières, racontées par des historiens, des économistes, des sociologues) FPH, mai 1989, 150 p.
4. **Agricultures paysannes au Brésil : enquête sur un enjeu national**, coordonné par Philippe Adant et Iara Altafin (*réflexions sur l'avenir de la petite agriculture dans un pays où la réforme agraire ne se fait toujours pas*) FPH, juin 1991, 163 p.
5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, dossier coordonné par François Greslou, avec des textes de Pierre de Zulter, Bertrand Hervieu, Pierre-Yves Guihéneuf, Jacques Leclerc du Sablon sur le thème : *pourquoi, à quoi et comment a-t-on coopéré, avec quel rôle et quel statut ?* FPH, juin 1991, 71 p.
6. Les chemins de la paix : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Ethiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays (*mémoire de la conférence de Paris pour la paix en Ethiopie à la FPH en juil. 1991*). CCFD/FPH, déc. 1991, 150 p.
7. **The paths to peace**, même dossier que le précédent, en anglais, 137 p. (existe également en amharique)

8. La décollectivisation dans tous ses Etats : la recherche d'autres voies de développement de l'agriculture dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, dossier coordonné par Cécile Moreau (*mémoire des journées organisées en Pologne par la FPH, la Fondation Batory et Solidarité Rurale sur la reconstruction des agricultures des pays de l'Est*) FPH, déc. 1991, 85 p. (existe également en polonais et en brésilien).

9. **Politiques agricoles dans les pays industrialisés, éléments de comparaison et de réflexion**, Christophe Roman (*comparaison des politiques de la France et de plusieurs pays de l'OCDE, rôle de l'Etat, rapports avec le reste de l'économie*) FPH, déc. 1991, 71 p.

10. **Agriculture en difficulté : problèmes économiques et sociaux des paysans en France ; état des lieux** (Synthèse réalisée par Francis Thomas à partir du travail de la Confédération Paysanne et des associations « SOS Agriculteurs en difficulté ») FPH/Conf. paysanne, déc. 1991, 56 p.

11. **Une voie d'insertion méconnue : la création de son propre emploi**, Maria Nowak, A.-L. Federici, Anne Le Bissonnais, Rafik Missaoui (*un débat sur la création de leur emploi par les chômeurs et les exclus ; lacunes des mesures publiques et suggestions*) FPH/ADIE, juin 1992, 67 p.

12. **Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter (*sept fables et récits sur l'écologie et le développement dans les pays andins*) FPH, septembre 1992, 103 p.

13. **Monsieur Li, Chico, Antoine et les autres ; récits vraisemblables d'aventures cliniques**, Jean-Pierre Boyer (*sur la relation soignant-soigné, l'alcoolisme, la santé mentale...*) FPH/ALPSYSOM, nov. 1992, 129 p.

14. **Soleil du Sud : une expérience d'échanges des savoirs en énergie solaire et en aviculture au Pérou ; réflexions sur le développement**, Christine Bénard, Dominique Gobin (*capitalisation de l'expérience d'un projet original*) FPH/Runamaqui, sept. 1992, 190 p.

15. **La réhabilitation des quartiers dégradés : leçons de l'expérience internationale** (*déclaration de Caracas et textes de Pierre Calame et de Jean-Marie Delarue, délégué ministériel à la Ville*) FPH/DIV, novembre 1992, 38 p.

16. **Les Cambodgiens face à eux-mêmes ? Contributions à la construction de la paix au Cambodge**, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, (*pour mieux comprendre, à la veille des*

élections au Cambodge, les enjeux du processus démocratique) FPH/Association des amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble, février 1993, 175 p.

17. Le capital au risque de la solidarité : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley (*enquêtes de journalistes et d'étudiants à l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille sur les « actionneurs », les créateurs d'entreprise et les experts bénévoles de l'association Autonomie et Solidarité*), FPH/Autonomie et Solidarité/ESJL, septembre 1993, 135 p.

18. **Orients : la mémoire et la paix ; réflexions de voyage en Inde, en Chine et au Japon**, Edith Piat-Sigg et Bernard W. Sigg (le carnet de bord d'un psychanalyste et d'une ethno-linguiste sur la rencontre des cultures, les langues, la mémoire et la paix), FPH, sept, 1993, 32 p.

19. **Penser l'avenir de la planète : agir dans la complexité**, Pierre Calame (*une analyse des systèmes bio-socio-techniques et un ensemble de propositions d'action*), FPH, septembre 1993, 41 p., (également disponible en anglais).

20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus (une vision prospective alternative et des propositions originales pour une maîtrise des énergies non renouvelables et une meilleure exploitation des énergies non polluantes), FPH, septembre 1993, 55 p. (également disponible en anglais).

21. **La conversion des industries d'armement, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue**, Richard Petris (une analyse de la situation et des perspectives des industries d'armement dans plusieurs régions du monde, et des propositions pour une reconversion de ces industries en vue de la construction de la paix) FPH/Les amis d'une école de la Paix à Grenoble, septembre 1993, 82 p. (également disponible en anglais).

22. **L'argent, la puissance et l'amour : réflexions sur quelques valeurs occidentales**, François Fourquet (où l'on voit que tout ne se réduit pas à l'échange marchand dans les sociétés contemporaines et que les valeurs du don et de l'amour y ont plus que jamais un rôle déterminant), FPH, sept 1993, 107 p (également disponible en anglais).

23. **Regards sur l'avenir de la planète** (à propos de rencontres dans sept régions du monde en vue de la convention préparatoire aux États Généraux de la Planète), FPH, septembre 1993. 100 p. env. (traduction en anglais prochainement disponible).

Des outils complémentaires



Echanges d'expériences et de réflexions utiles à l'action

Derrières-pensées

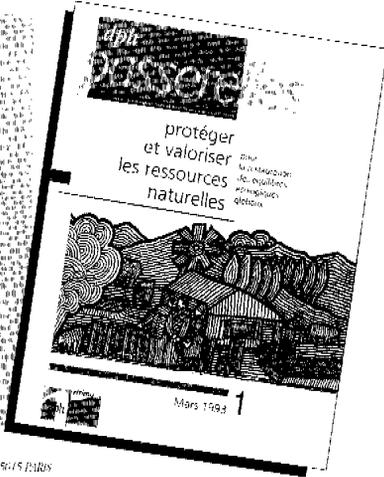
- N° 12 - **ALTIAMO** - Participation populaire
- N° 23 - **JUSTICES SOLIDAIRES** - Pratiques du droit, production de droit, initiatives populaires
- N° 14 - **ALTIAMO** - Des crédits pour les plus démunis - une loi sociale et efficace économique
- N° 25 - **OGD** - Le contrat social conclu dans les bas-castins
- N° 16 - **GRET, RUTMO** - Des initiatives populaires et stratégiques de développement urbain

Prix du numéro : 50 F

Abonnement : 4 numéros : 180 F



Renseignements - Diffusion
RDIM - 14 Rue de Nanteuil - 75015 PARIS
Tel. 1 45 51 18 08



Histoire de Développement
Le développement tel qu'il est
4 NUMÉROS PAR AN
Parution de :
N° 21 avril - Synthesa Puisseux
N° 22 juin - Mich de Cite
N° 23 septembre - Initiatives de nature
N° 24 décembre - Initiatives de droit communautaire
Prix du numéro :
60 F France - 65 F étranger
Abonnement :
220 F France - 240 F étranger

Renseignements - Diffusion
CIEDEI - 30 Rue Saint-Victor - 69002 LYON
Tel. 78 17 81 21

fph

bureau exécutif
38, rue Saint Sabin
F 75011 Paris
téléphone
1/43 57 44 22
télécopie
1/43 57 06 63
e-mail
paris@fph.arstom.fr

siège social
et bureau en Suisse
Chemin de Longeraie 9
CH 1066 Lausanne
téléphone
21/23 24 31
télécopie
21/23 57 00

Photo : Pascal Pugin
composition PAO couverture : KF2
graphisme : Vincent Collin